

Le M5-RFP et Mahmoud Dicko / Unis et déterminés : Un meeting suivi de la désobéissance civile à partir du vendredi

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 09 JUILLET 2020

642

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

ORTM1

**Discours de IBK à la nation
rien que des bla bla bla**



Crise sociopolitique : L'épreuve de force engagée



Quand IBK montre son vrai visage : Promesse de postes de sénateurs aux députés spoliés



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Discours de IBK à la nation : rien que des bla bla bla	P.4
Brèves	IBK face aux députés spoliés : La République au fond de l'abîme !	P.13
	CMSS : Pour rendre plus attractif le paiement des pensions via Orange Money, la DG de la CMSS échange avec ses collaborateurs	P.13
	Une véritable leçon de leadership : Jerry Rawlings, Ancien Président du Ghana	P.13
	Départ ou non d'IBK : Ousmane Madani Haïdara clarifie sa position	P.13
	Prétendue légalisation de l'homosexualité au Mali : Le gouvernement dément et dénonce une légèreté de France24	P.13
	De drame à drame dans le centre : Bankass, Sokoura, Nèma (village peuhl) et Kourkanda (village dogon)	P.15
	Contrôle routier au Mali : Bientôt la délocalisation du poste de contrôle routier de Sénou à Ouélessébougou !	P.15
Actualité	Le Mali a-t-il autorisé l'homosexualité sur son sol ? Le gouvernement dans une posture suspecte !	P.17
	Lutte contre l'Enrichissement Illicite : La corruption, un mal à combattre !	P.18
	Otages et rançons : En l'absence des blancs	P.19
	Défense et sécurité : Le Mali peut vaincre mais il doit affermir son effort	P.20
Politique	Crise sociopolitique : L'épreuve de force engagée	P.22
	Dr Cissé Ramata Sissoko : "Le M5 n'est pas en guerre contre le RPM..."	P.23
	Crise Sociopolitique : Les jeunes du M5-RFP appellent à la mobilisation	P.25
	Pièges «au Sénat » aux victimes de Manassa : IBK confirme, enfin, le tripatouillage électoral !	P.26
	Quand IBK montre son vrai visage : Promesse de postes de sénateurs aux députés spoliés de leur droit par la Cour Constitutionnelle	P.27
	Échec des pourparlers entre IBK et le M5-RFP: Les onze propositions de la CORCIREM	P.28
	Le M5-RFP et Mahmoud Dicko / Unis et déterminés : Un meeting suivi de la désobéissance civile à partir du vendredi	P.29
Culture & société	Départ massif des aide-ménagères : Le cauchemar des bamakoises	P.32
	Société Aminata Konaté " Bara Muso": La certification de la CEDEAO gage de qualité des produits	P.34
International	Covid-19 : Air Sénégal touché	P.35
	Vatican : Quand le pape François dénonce « l'enfer » des migrants en Libye	P.35
	Délit économique en Guinée Conakry : Les services spéciaux de la douane saisissent une importante quantité de steakers au PAC	P.36
	Côte d'Ivoire: mort du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly	P.37
Sport	Transfert : Yakaré Niakaté s'engage avec L'US Orléans	P.38



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Discours de IBK à la nation : rien que des bla bla bla

Il a fait attendre les Maliens jusqu'à minuit pour, in fine, ne rien leur dire. Plus qu'un raté, plus qu'une déception pour les Maliens, ce discours est une nouvelle insulte de IBK à l'endroit du peuple malien et un total mépris pour le M5 et ses revendications. Mesure-t-il la gravité des enjeux et sa responsabilité éminente pour son instauration et son dénouement ? Rien n'est moins sûr ! En a-t-il d'ailleurs les facultés intellectuelles ? En toute hypothèse, la quintessence du Discours de IBK à la nation de ce jour n'est qu'une réaffirmation de ses positions depuis le début de la crise. Il n'a rien concédé et reste droit dans ses bottes. Ses principales décisions sont les suivantes :

1- **Un Gouvernement d'union nationale** déjà rejeté par le M5-RFP qui a indiqué plus d'une fois qu'il n'en était ni demandeur, ni preneur « j'ai proposé, voici maintenant deux semaines, un gouvernement d'union nationale ouvert à toutes les sensibilités, majorité, opposition, société civile. Car je demeure convaincu que c'est au Mali qu'on donne ainsi la chance de bénéficier de l'accompagnement et de l'expertise de toutes les parties. »

2- **le maintien de Boubou Cissé** : « ma décision de renouveler ma confiance en le Premier ministre, Boubou Cissé, le 12 juin dernier, se fonde sur notre lecture partagée des préoccupations du pays, de ses priorités ainsi que de la stratégie requise par les enjeux du mo-

ment, en un temps de turbulences. » Il doit d'ailleurs incessamment mettre en place un gouvernement dans le cadre d'un « **Accord Politique pour le Rassemblement National.** »

- un Accord Politique de Gouvernement bis relooké sous le nom de « Accord Politique de Rassemblement National » qui s'attellera à la mise en œuvre diligente et mesurable des recommandations du Dialogue National Inclusif. L'insistance de IBK à maintenir son premier ministre Boubou Cissé à son poste n'étonne aucun malien. Ministre des finances, Boubou Cissé a été l'architecte ou le complice de toutes les petites et grandes combines du régime et il n'est pas question de laisser le bon peuple découvrir les trous abyssaux de sa gestion. Ni d'ailleurs les partenaires techniques et financiers avoir les preuves des comptes maquillés de l'Etat malien.

- **le maintien de Manassa** : « Dans les heures et les jours à venir, la Cour constitutionnelle sera remembrée et mise en fonction

le plus rapidement possible. » En clair certains membres démissionnaires seront remplacés par Moussa Timbiné. Et ceux qui n'ont pas démissionné dont « madame le président de la Cour » resteront en place.

- **Les députés spoliés attendront.** Quoi et jusqu'à quand ? Motus et bouche cousue. Leur situation est qualifiée de personnelle : « Au-delà donc de la situation personnelle des membres du Collectif des candidats malheureux qu'Allah m'a inspiré de recevoir ce mardi, ce dont il s'agit c'est de l'avenir de l'élection dans notre pays, de la crédibilité que le peuple accorde à ses institutions.

- **L'Assemblée nationale ne sera pas dissoute** : « Vous n'êtes pas sans savoir que la dissolution de l'Assemblée nationale est une demande portée à mon attention.

Si la paix du Mali passe par là et que j'ai les moyens constitutionnels de le faire sans plus tard risquer de créer un vide constitutionnel dommageable pour tout le pays, je le ferai sans hésiter.

Pour autant, aurais-je été juste ? Il ne saurait y avoir de justice en privant de leurs sièges mérités tous ceux qui ont été élus sans contestation et certains dès au premier tour pour tenter de régler le problème que nous ne saurions sous-estimer des candidats qui contestent ouvertement le verdict de la Cour constitutionnelle. » D'ailleurs, elle doit « immédiatement opérationnel pour mettre en œuvre de l'Accord Politique pour le Rassemblement National ».

Dissoudre l'Assemblée nationale, c'est renoncer au projet de succession monarchique dont le président nommé du parlement est un pion essentiel du dispositif. Il n'est donc pas question de contrarier ce projet fou.

-Le M5 doit rencontrer la majorité présidentielle qui est invitée à « rester ouverte aux échanges avec le M5 ». Je n'accepterais jamais que ce mouvement prétentieux se hisse à mon niveau comme je l'ai dit hier avec les mouvements armés.

Et patati et patata sur le grand Mali, sa chance de le servir. Ou de s'en servir ?

IBK vient d'ouvrir les portes du Mali à toutes les aventures. Il sera alors le seul responsable des conséquences dommageables de son insouciance.

Lire le discours en encadré.

■ **KARAMOKO B KEITA**





Maliennes, Maliens, Respectés hôtes du Mali,

Comme moi, vous avez tous noté les actes de contestation portés par une partie de nos compatriotes depuis le mois de juin dernier. Ils expriment sans doute une certaine vitalité démocratique. Mais, ils ne sont pas sans conséquences sur le moral et l'image d'un pays comme le nôtre qui doit, pour sa survie, satisfaire à trois exigences : d'abord reconquérir l'intégralité de notre territoire en éradiquant l'insécurité et le sinistre projet de transformer le Mali en califat ; ensuite vaincre la pandémie de la COVID 19 au double plan de la réponse sanitaire et de la résilience économique ; enfin poursuivre les tâches de développement en droite ligne du projet d'émergence nationale qui n'a jamais cessé d'être ma préoccupation.

Je sais également, chers compatriotes, les angoisses engendrées par la situation. De chacune de vous, de chacun de vous, je me-

sure les tourments. Ils sont du reste naturels car ils disent le souci de ce cher pays, ce pays que nous avons en partage et qui attache le plus grand prix au bon voisinage et au compromis que soit préservée la paix sociale.

C'est pour cette paix sociale, convaincu que nous avons du ressort pour rebondir à chaque crise, que dans mes précédentes adresses, j'ai tenu à signifier que j'ai entendu les colères et les interrogations qui sont les causes sous-jacentes de la crise actuelle. Et c'est pourquoi, sans hésiter davantage et ce malgré le coût financier de la mesure et ses possibles effets-domino, j'ai instruit l'application immédiate et pleine et complète de l'article 39. Pour les classes concernées, nos enfants ont repris le chemin de l'école. Je rends grâce au corps enseignant et aux parents d'élèves pour leur diligence, leur disponibilité et leur esprit patriotique.

Entendre et soutenir les Maliennes et les Maliens, ceux majoritaires qui dépendent du secteur informel, de même que les couches les plus vulnérables de la population, telle est aussi la raison pour laquelle, le gouvernement a mis fin au couvre-feu décrété au mois de mars dans le but de limiter la circulation du corona virus dont les dégâts dans le monde ne sont cachés à personne.

Je ne m'étendrais pas sur les mesures sociales mises en œuvre, au niveau national, pour atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie.

Mes chers compatriotes,

Parce que mon objectif est de ne pas ajouter une crise politique aux graves urgences sanitaires et économiques que nous vivons, et parce que c'est dans mes obligations d'écouter et de comprendre les Maliens, je poursuis, depuis plusieurs semaines, les consultations avec les forces vives du pays.

Mieux, j'ai proposé, voici maintenant deux semaines, un gouvernement d'union nationale ouvert à toutes les sensibilités, majorité, opposition, société civile. Car je demeure convaincu que c'est au Mali qu'on donne ainsi la chance de bénéficier de l'accompagnement et de l'expertise de toutes les parties.

C'est ici le lieu et le moment de vous informer que ma décision de renouveler ma confiance en le Premier ministre, Boubou Cissé, le 12 juin dernier, se fonde sur notre lecture partagée des préoccupations du pays, de ses priorités ainsi que de la stratégie requise par les enjeux du moment, en un temps de turbulences.

Nous nous sommes mis d'accord, le Chef du Gouvernement et moi-même, de la nécessité de concevoir et proposer un Accord Politique de Rassemblement National qui s'attellera à la mise en œuvre diligente et mesurable des recommandations du Dialogue National Inclusif. Donc de cet autre grand moment qui a été salué au-dedans comme au dehors du Mali comme une totale réussite et qui a rassemblé les Maliens des communes et des cercles, des régions et du District, de tous les segments et de toutes sensibilités.

Cet Accord qui ira jusqu'en 2023, reposera sur les idées-forces suivantes :

- Première idée-force : pacifier et sécuriser le pays dans toute son étendue, afin que nos producteurs ruraux puissent s'adonner à leurs activités, que les échanges interrégionaux puissent redevenir fluides, que les communautés retrouvent le légendaire vivre ensemble qui a fait la réputation de notre pays. Le travail de pacification et de sécurisation sera de longue haleine. Mais il s'agit de ne plus concéder un pouce de notre territoire, de faire reculer l'ennemi et de faire en sorte que le Mali en particulier et le Sahel en général ne soient pas le nouveau sanctuaire mondial de l'extrémisme violent. Il est alors indispensable de s'attaquer résolument à la dissolution de toutes les milices d'auto-défense, de porter à son point

d'achèvement le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion et enfin d'accélérer le retour effectif de l'Etat dans les régions Centre et Nord.

Deuxième idée force : entreprendre les réformes institutionnelles convenues et ce dans un délai de 12 mois, afin de mettre en adéquation les demandes de notre peuple et les engagements du gouvernement, et nous doter de textes appropriés en capitalisant sur trente ans de vécu institutionnel.

- Troisième idée-force : opérationnaliser les régions qui ne le sont pas encore. Ce travail a pris du retard mais il ne saurait être continuellement en accusation sans remettre en cause un des fondements de notre stratégie de développement, à savoir la régionalisation, par une décentralisation poussée, voire irréversible, et cela en ancrant les agences de développement régional où la décision de contrôler leur devenir est laissée aux populations à la base.

- Quatrième idée-force : veiller à une saine distribution de la justice. Et cela dans toutes les juridictions et à tous les échelons administratifs du pays. Nous savons que ce pays crie depuis longtemps sa soif de justice. Nous savons que la paix est précaire et volatile sans la justice. Et nous savons hélas que l'engouement des populations pour la justice expéditive des pseudo jihadistes s'explique par le rejet de la justice d'Etat avec les tares qui lui sont connues dont la corruption et la durée des procédures. Cela devra donc recevoir les réponses appropriées.

Maliennes et Maliens, Hôtes du Mali,

Chaque crise offre une opportunité, dit-on dans les civilisations positives. Celle que nous vivons n'échappe à cette règle.

En écoutant les uns et les autres, en examinant les griefs et en analysant la profondeur des ressentiments, le Chef de l'Etat que je suis, ne pouvait pas rester sourd et inactif.

J'aurais tout fait pour trouver les compromis

auxquels chacun concède un peu tout en sauvant l'essentiel.

Mais à l'impossible nul n'est tenu, surtout lorsque la paix sociale est mise en danger et exige que j'intervienne, en tant que garant de la sécurité et du bien-être de chacun et de tous.

Dans les heures et les jours à venir, la Cour constitutionnelle sera remembrée et mise en fonction le plus rapidement possible.

Je suis heureux d'annoncer la venue imminente dans notre capitale d'une mission d'appui, de conseil et d'orientation de Présidents de Cours Constitutionnelles de la CEDEAO.

Elle sera d'un apport inestimable pour la résolution de la crise en cours.

C'est un geste pour lequel nous remercions une fois de plus les Etats membres de l'institution sous-régionale qui a toujours eu souci du Mali.

Reconnaissons-le, sans jeter la pierre à personne. L'arbitrage du dernier scrutin par la Cour sortante a posé problème et continue à poser problème.

En outre, les démissions enregistrées en son sein ne jettent-elles pas un doute sérieux sur l'auguste institution ?

Au-delà donc de la situation personnelle des membres du Collectif des candidats malheureux qu'Allah m'a inspiré de recevoir ce mardi, ce dont il s'agit c'est de l'avenir de l'élection dans notre pays, de la crédibilité que le peuple accorde à ses institutions. C'est donc de la survie de notre démocratie qu'il s'agit et je ne puis transiger sur cela. Que justice soit donc rendue, pour le plus grand bien de la morale républicaine, pour l'honneur de la République et l'image de notre pays !

Mes chers compatriotes,

Il est alors hautement probable que les solutions trouvées par la nouvelle Cour constitutionnelle résolvent la question de l'Assemblée nationale.

Vous n'êtes pas sans savoir que la dissolution de l'Assemblée nationale est une demande portée à mon attention.

Si la paix du Mali passe par là et que j'ai les moyens constitutionnels de le faire sans

plus tard risquer de créer un vide constitutionnel dommageable pour tout le pays, je le ferai sans hésiter.

Pour autant, aurais-je été juste ? Il ne saurait y avoir de justice en privant de leurs sièges mérités tous ceux qui ont été élus sans contestation et certains dès au premier tour pour tenter de régler le problème que nous ne saurions sous-estimer des candidats qui contestent ouvertement le verdict de la Cour constitutionnelle.

Je ne doute pas que l'intérêt national réside dans un parlement immédiatement opérationnel pour mettre en œuvre de l'Accord Politique pour le Rassemblement National dont je viens de vous ébaucher les grandes lignes et qui devra être paraphé sans plus de délais par le Chef de gouvernement et toutes les parties prenantes à l'action gouvernementale, y compris l'opposition, y compris le M5.

Nous sommes en guerre, en pandémie — l'exécutif doit être en place. Décision nationale consensuelle - certains de nos frères doivent quitter la posture de refus — chacun de nous a le droit de conforter ce Mali. De le mettre en mission, en capacité.

Les choses sont fragiles. Gardons nous de faire un mauvais usage du temps et des op-

portunités.

C'est le lieu de m'incliner sur la mémoire de mon frère Amadou Gon Coulibaly. Nous allons accueillir une mission de la CEDEAO pour nous aider et permettre de mieux appréhender les vœux de la CEDEAO formulés par la première mission pour mettre en œuvre voies et moyens de sortir de cette crise. Nous sommes un pays qui s'est toujours engagé et a toujours respecté ses engagements nationaux et internationaux. Tout cela un complément de tout ce que nous aurions réussi à atteindre à l'intérieur du Mali.

Je n'ai jamais désespéré du Mali et des maliens. Aujourd'hui plus que jamais rien d'irréparable n'a été commis.

Seule l'incompréhension justifie la posture prise par le M5 à notre sortie d'audience.

Je n'affichais aucun mépris. Notre pays est basé sur le dialogue. Et demander que les frères se rencontrent. J'invite encore les frères du M5 à se ressaisir.

J'invite la majorité à rester ouverte aux échanges avec le M5 — Aux préoccupations et propositions du M5. S'agissant de la lancinante question de l'AN et des réformes au niveau de la Cour. Telle est la seule voie du salut.

Crédibilité de notre État et respect du droit. Si par malheur nous devrions nous écarter du droit, dans un monde hyper compétitif, où c'est l'Etat de droit qui qualifie les États quel sera notre rôle en face des nations ?

Alors, j'adjure de nouveau ces forces de se joindre à ce projet pour le Mali qui n'a pas d'autre ambition que de consolider la marche de notre pays, car j'ai la claire conscience des enjeux, de notre fragilité à être chacun dans son coin, mais de notre force, de notre puissance quand nous sommes rassemblés. Et ce temps-là est arrivé. Le Mali peut tout. Le Mali est grand. Son peuple est grand. Je sais la chance et l'honneur de le servir. Je ne cesserai jamais de le servir. Et je veux le faire avec vous toutes, vous tous, toutes les forces, parce qu'au-delà des contingences, nous sommes frères et sœurs, logés à la même enseigne. Qu'Allah fasse que cette enseigne brille de mille feux ! Qu'il fasse que notre frère Soumaila Cissé nous revienne sain et sauf et le plus tôt possible ! Que dans sa grande bonté, il nous accorde un bon hivernage ! Qu'il bénisse notre chère patrie !



Figaro du Mali



Dans une volonté de trouver une issue favorable à la crise, ce Mercredi matin, vers 10h32mn, est arrivée une mission des femmes parlementaires à Nioro du Sahel pour dissuader le Chérif de Nioro quant à la manifestation du vendredi. La députée Aichattou Cissé dite Chatto est la cheffe de la mission. Elles ont été transportées par un Avion Fama.



Awa Sylla

Soumaila Cissé un homme de paix et d'honneur. Libérez notre papa.



Charles Blé Goudé

SEIGNEUR, ENTRE TES MAINS JE M'ABANDONNE !
VERS TOI, JE LÈVE MES YEUX, CAR DE TOI SEUL ME VIENDRA LE SECOURS.

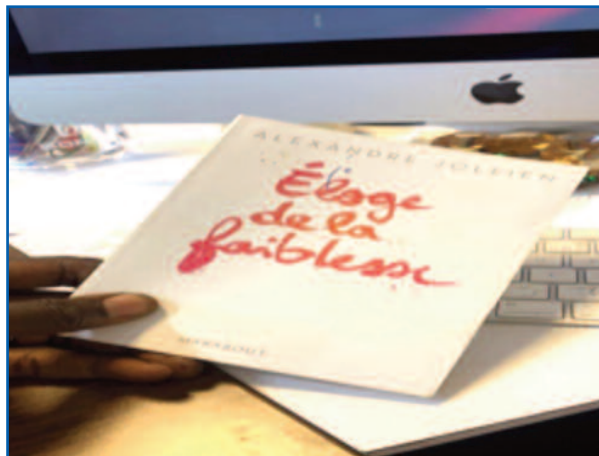
JE NE DOUTE PAS QUE TU ME DONNERAS LES RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR SUPPORTER CETTE DOULEUR QUI NE FINIT PAS DE SE MULTIPLIER. REÇOIS MES FRÈRES ET MA SŒUR AUPRÈS DE TOI !
QUE TON NOM SOIS GLORIFIÉ.
AMEN. CBG



Alassane Diop



De l'éloge de la folie à celui de la faiblesse, un dialogue imaginaire entre SOCRATE et l'auteur Alexandre JOLLIEN sur le monde d'aujourd'hui. Disponible à la librairie du grand hôtel.



Moussa Nouhoum Guindo

Le Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France demande au président IBK d'appliquer les résolutions de la CEDEAO.



Fahad Ag Almahmoud

Les tamasheqs appellent un bœuf dressé (qu'on peut monter) awdes. Tant qu'il n'est pas dressé il n'a rien à voir avec ce nom.

Quand tu parles d'un projet qui nécessite certains préalables (par exemple pour être officier il faut d'abord être militaire) ils te disent pour être "Awdes" il faut qu'il soit dressé.

Toi tu marches à chaque fois qu'on parle de révision constitutionnelle et tu acceptes la promesse d'être sénateur qui n'existe pas dans la constitution.



Ballinu Montana

Assemblée Nationale du Mali : LETTRE DE RECONNAISSANCE DES SYNDICATS DE L'ÉDUCATION DÉLIVRÉE À L'HONORABLE MOUSSA TIMBINÉ pour son implication personnelle et de l'ensemble de son bureau, dans la résolution de la crise scolaire.

La reconnaissance est une vertu réservée aux hommes et femmes intègres connaissant le sens de la responsabilité et du devoir accompli. BRAVO ET FÉLICITATIONS À L'HONORABLE PRÉSIDENT !!!

Snap: ballinumontana7
#BMSCOM





JUS.CD

LA NOVATION

La novation est un contrat par lequel les parties éteignent une obligation ancienne et font automatiquement une nouvelle, un changement est donc apporté à un des éléments constitutifs de l'obligation ancienne.

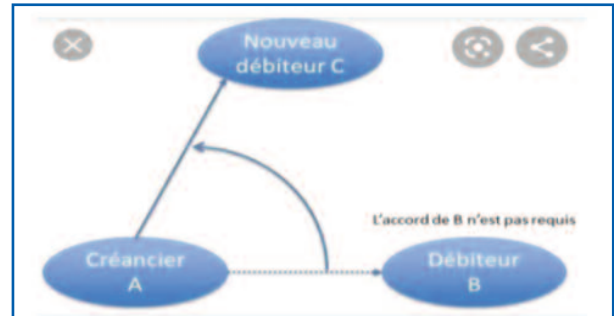


Nous pouvons distinguer trois formes de novation :

- * La novation par changement de dette
- * La novation par changement du créancier
- * La novation par changement du débiteur

Conditions de la novation :

- * La capacité des parties
- * L'intention des parties de vouloir novover (animus novandi).



LA POSSESSION D'ETAT

La possession d'état désigne une présomption légale permettant d'établir la filiation d'une personne sur base de certains faits constatés par sa famille et par son entourage relativement aux relations ayant existé entre elle et la personne dont elle se dit être le fils ou la fille.

Ou encore le fait pour une personne de se comporter comme ayant un état et d'être considéré comme l'ayant même si sur le plan de droit il ne l'a pas.

Pour parler de la possession d'état 3 conditions doivent être réunies:

- * Le nomen (nom), la personne doit porter le nom de ceux dont on le dit issu
- * Le tractatus (traitement), elle est considérée par son entourage par cet état mise en cause
- * La fama, la personne a la réputation aux yeux du public d'avoir l'état mise en cause.



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Les candidats spoliés des législatives refusent la promesse d'être des sénateurs. Qui aura imaginé de tel scénario!



Nous demandons aux maliens de rester debout, mobilisés, sereins et déterminés pour le Vendredi 10 juillet

Mamadou Tota Fofana

ORTM en DIRECT

Toujours, toujours le vendredi prochain 10 juillet à la place de l'indépendance.

Un seul mot d'ordre : IBK dégage

MTF

#INFO

Le vent du Changement souffle désormais sur le Mali. Des ministres refusent d'être reconduit !

Étoile-Mali

La démocratie malienne est la pire transformation de droits des pauvres en faveur des riches. La démocratie malienne est une autocratie au vrai sens du mot, dixit le Chérif



Touré Abdoul Karim



Des révoltés, des non contents, de la débrouillardise, et une dose suffisante d'ignorance collective.

Pas l'ignorance dans le sens de ne être pas doté d'une capacité intellectuelle ou d'analyse, mais de l'ignorance dans notre propre rapport avec les autres et avec nous-mêmes.

À quoi ressemble le Mali aujourd'hui ?

Quelle préparation pour demain? Pour quel demain ? Un demain d'un Mali uni ou un demain sans autre conséquence que la reproduction du passé ?

On parle du n importe quoi, parce que tout ce qui se passe, c'est du n'importe quoi. Le Mali cherche les méthodes les plus faciles pour plier et mettre au rang tout réfractaire. Pour quel objectif ?

Cette cacophonie politique à un moment de massacres sans arrêt, de la dilapidation de ressources, de l'achat d'influence.

Nous sommes convaincus que nous bâtissons un État. Quand les occidentaux nous disent que nous ne sommes du prêt à voir les choses autrement en matière de gouvernance, nous hurlons notre indignation.

Mais il quelle différence entre le marché de Bamako et le marché de Dakar? Rien en dehors de la langue. Ce sont les mêmes bric et brocs avec la même cacophonie.

Le retard du Mali n'est nullement dû à son histoire politique et économique, mais par la fabrication et la promotion de l'ignorance. Une sorte de théâtralisation dans une débrouillardise politique sans issue pour un pays qui ne compte que sa capitale comme étant le Mali...

Touré Abdoul Karim



Kati-24

Svp ne tombe pas dans le piège de l'ennemi .
N'insulte pas Ousmane Cherif Haidara



RP Médias

#Education : le conseil d'Etat français a validé le mercredi 01 Juillet 2020 la hausse des frais d'inscription dans les universités françaises pour les étudiants extra communautaires (hors Union européenne), rendez-vous ce soir pour en savoir plus avec certains responsables associatifs.



JUILLET 08 2020
20H00 à Paris 18H00 TU

« L'UNIVERSITÉ NE SERA PLUS GRATUITE POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EXTRA-COMMUNAUTAIRES , QUELS IMPACTS SUR LA VIE ESTUDIANTINE EN FRANCE ? »

EN LIVE INTERACTIF SIMULTANÉ

Mades Watt

#PENSÉE DE LA SEMAINE

« Le football moderne demande beaucoup de sacrifices et de patiences pour réussir tu affronteras des moments difficiles sur ton chemin des blessures, des galères, des souffrances, des échecs souvent même des désespoirs, mais tu ne dois jamais abandonner, tu dois te priver des plusieurs choses pour réussir au football, vraiment ce n'est pas facile. C'est un métier très difficile mais un seul contrat fera oublier des années de souffrances. Bonne chance à tous les footballeurs du monde. »

Mohamed N'diaye , l'ex-international cadet & junior malien, selon lui la souffrance, l'envie, l'ambition et même les échecs sont quelques facteurs qui doivent permettre à un footballeur amateur de ne pas abandonner son rêve de devenir un footballeur professionnel. Excellente semaine à toutes et à tous.

Pensée hebdomadaire dans le groupe WATT BUZ



Abdoulaye Kone 1h • 1000 personnes

Bonjour le Peuple,
Ce qui est sûr, France24 ne parle pas dans le vide. Le temps est le meilleur juge 🙏

You and 9 others

9 likes 18 comments 14 shares

Siratigui Sogoba
Pour obtenir 163 millions de dollars américains comme subvention complémentaire en vue de la prise en charge du VI/Sida , de la TB et du Paludisme au Mali, la condition était l'acceptation et la prise en charge des LGBT. Donc ,c'est possible que F24 dise la vérité!

mountagatal

Le président IBK a osé proposé aux députés spoliés par la Cour constitutionnelle des places au sein d'un Sénat inexistant dans notre Constitution et dont les modalités de désignation des membres ne sont pas fixées. Qui viole la Constitution et méprise le peuple ?



Diakaridia Diakite 18 m • 1000 personnes

DECRISPATION DE LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE:

Nous avons été reçus par le Président de la République (IBK) ce jour 07 juillet 2020, il nous a proposé en contre partie de nos sièges à l'Assemblée Nationale des postes au futur SENAT.

Nous avons refusé en bloc cette offre présidentielle par respect aux milliers de Maliens qui ont voté pour nous.

Nous luttons pour des principes et non des privilèges. Je ne trahirai jamais les citoyens de la Commune I qui ont voté pour moi et mon colistier Ousmane SANGARE.

DIAKARIDIA DIAKITE DD

IBK face aux députés spoliés : La République au fond de l'abîme !



Tant que l'offre de "recaser" les députés spoliés de leur victoire dans un "futur Sénat" restait une fuite organisée dans la presse, elle ne méritait, de notre part, qu'une moue de dédain. Maintenant que la proposition est sortie de la bouche de IBK lui-même, il faut s'en indigner très profondément. Si le président a fait depuis Mathusalem la preuve de sa disqualification pour une fonction si élevée, l'homme a perdu après cette audience de la honte notre respect et notre considération.

Les députés spoliés de leur victoire ne méritaient pas cette énième insulte de celui qui est supposé veiller au respect des lois, à l'équité entre les citoyens de ce pays.

Il promet aux victimes d'un hold-up organisé par la Cour constitutionnelle, avec la complicité du pouvoir, une place virtuelle dans un Sénat fictif. Tant qu'à faire, IBK n'a qu'à demander à Moussa Timbiné et à la cohorte des députés nommés d'attendre la mise en place de son hypothétique Sénat pour y siéger. Quelle dérobade !

Le vrai courage eut été de faire jouer ses prérogatives constitutionnelles pour dissoudre l'Assemblée nationale et remettre les compteurs à zéro. Avant cette audience, on le soupçonnait déjà, mais tout le monde sait désormais de science certaine à qui profite le crime des élections législatives truquées.

Mais à quelque chose malheur est bon ! Cette offre malhonnête a pour conséquence d'enterrer définitivement la création d'un Sénat et toutes réformes constitutionnelles indispensables à l'application de l'accord d'Alger. Des millions de Maliens contestent depuis 2017 les initiatives du régime en la matière, ils ont maintenant la preuve que le Sénat ne servira à rien avec ce dessein de IBK de le réduire à un refuge pour les grands blessés de la démocratie, un dépotoir pour ceux dont le pouvoir ne sait quoi faire, le tout mâtiné de quelques notables des régions du Nord. Non, merci !

Que tous les garants de l'accord d'Alger (Algérie, France, Nations-Unies...) qui se taisent devant ce dévoiement de ses clauses par IBK ne viennent pas chauffer nos oreilles quand les Maliens s'opposeront une ultime et dernière fois à ce référendum farfelu.

La lâcheté de cette communauté dite internationale devant un pouvoir

CMSS : Pour rendre plus attractif le paiement des pensions via Orange Money, la DG de la CMSS échange avec ses collaborateurs



Dans le but de booster les activités relatives au paiement mobile des pensions de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), initié par la Direction Générale depuis novembre 2019, le premier responsable de la CMSS, entouré de quelques collaborateurs notamment le Directeur Général Adjoint, a rencontré l'équipe déployée sur le terrain à cet effet.

Dans ses propos liminaires, la Directrice Générale, Mme Diéminatou Sangaré, a expliqué à ses centaines de collaborateurs la vision et les attentes de la CMSS liées au paiement mobile des pensions dont le montant est inférieur à 50 000 FCFA.

L'objectif recherché par cette initiative est de faire adhérer plusieurs pensionnés à ce mode de paiement afin de les éviter certaines difficultés pour accéder à leur pension.

Pour l'instant, le projet qui a démarré à Bamako et dans la région de Koulikoro a enregistré 30% des pensionnés de cette catégorie.

Aussi, elle n'a pas manqué de mettre l'accent sur le fait que les retraités méritent le respect et la considération pour avoir travaillé durant toute leur carrière et faire de notre pays ce qu'il est aujourd'hui. « A ces hommes et femmes, qui se reposent après des années de service, nous avons un devoir de reconnaissance qui demande l'amabilité, la courtoisie tout en ayant à l'esprit notre raison d'être, qui est d'accomplir une mission de service public et au service d'une couche très sensible »

Pour terminer, Mme Diéminatou SANGARE a exhorté l'équipe à plus de persévérance, d'assiduité, d'abnégation et surtout de développer un sens d'écoute très élevé.

En retour, les agents se sont engagés à œuvrer pour la réussite du projet et ont promis de donner le meilleur d'eux-mêmes pour le bonheur des pensionnés.

Fatoumata Mah Thiam KONE (Chargée de com/CMSS)

sans parole ni engagement à quelque chose d'insupportable. Il n'y a rien d'étonnant que l'une et l'autre soient réunis dans la même impopularité aux yeux de nos compatriotes.

Bakary Diarra in Refondation du Mali

Une véritable leçon de leadership : Jerry Rawlings, Ancien Président du Ghana



« Quand je suis arrivé au pouvoir, je me suis battu pour que ça soit le peuple qui ait le pouvoir et non un individu. Quand tu as créé les conditions pour donner le pouvoir au peuple qui est le vrai patron, tu ne peux pas te permettre n'importe quoi. Certains dirigeants s'imposent à leur peuple parce qu'ils ont confisqué le pouvoir qui revient à ce dernier. Ils règnent en s'autorisant tout et n'importe quoi. J'ai refusé qu'un quelconque édifice public porte mon nom. Quand on a bien servi son peuple on reste dans les cœurs. Je pense que je suis dans le cœur de mes concitoyens. Je suis fier de mon peuple. Personne ne peut se permettre n'importe quoi dans mon pays. Je n'ai pas cherché à être riche, mais à la fin je suis enrichi de l'amour de mon peuple. Je n'ai pas besoin de me promener avec une sécurité car ma sécurité c'est ce peuple qui m'a vu le servir. Je n'ai pas peur de marcher les yeux fermés. Je ne dis pas que je suis un saint. Mais je sais que ce peuple sait que j'ai tout donné pour lui alors je ne me sens pas en insécurité avec lui. Je ne soupçonne aucun de mes compatriotes de me vouloir du mal. Partout où je me trouve, je me sens entièrement en sécurité. »

Départ ou non d'IBK : Ousmane Madani Haïdara clarifie sa position



Dans une interview accordée le 6 juillet au journaliste Vieux Blen, le Président du Groupement des leaders spirituels et musulmans du Mali a donné des directives aux membres du mouvement dans le cadre de la crise actuelle. Ousmane Madani Haïdara les invite à œuvrer pour la paix. L'actuel Président du Haut Conseil Islamique du Mali estime que personnellement la démission d'IBK ne peut avoir aucune conséquence sur lui. Sa démarche, dit-il, vise à préserver la stabilité du pays. « Que le Président parte ou reste, qu'est-ce que cela peut me faire ? Suis-je salarié de l'Etat ou nommé à un poste ? », a-t-il déclaré. Le guide des Ançars affirme ne vouloir que « la paix dans le pays, qu'il soit gouverné sur la base de la vérité ». Selon lui, il a joué son rôle de médiateur dans tous les problèmes que le Mali connaît. L'application de ses recommandations par les dirigeants aurait pu permettre d'éviter la crise actuelle, pense-t-il. Cette position lui a même valu d'être « détesté par le pouvoir ». Ousmane Madani Haïdara croit avoir toutes les raisons de combattre le régime mais il préfère s'abstenir. « Le pouvoir m'a trahi de toutes les manières mais je ne le combattrai pas. Je m'en remets à Dieu », s'est-il résigné.

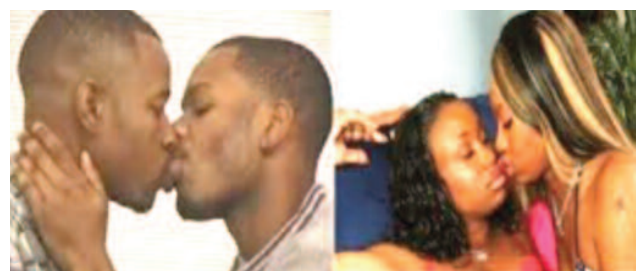
Prétendue légalisation de l'homosexualité au Mali : Le gouvernement dément et dénonce une légèreté de France24

« La République du Mali affirme solennellement n'avoir jamais pris un texte autorisant des relations entre personnes de mêmes sexes. La loi N-2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des personnes et de la famille est explicite en la matière, notamment en ses articles 280 et 289 », précise un communiqué publié mardi. Par ailleurs, les autorités maliennes dénoncent avec la dernière rigueur « cette légèreté de France 24 qui cite une source dont les informations sont à porte à faux avec le contenu de l'article en question ». A ce sujet, le directeur national des affaires judiciaires et du Seau, Mohamed Mahouloud Nadjim, rappelle que l'article 280 du Code des per-

sonnes et de la famille stipule que « le mariage est acte public par lequel un homme et une femme consentent entre eux d'établir une union légale ».

En outre, il est important de souligner que le code pénal actuel du Mali punit d'une peine criminelle tout acte qui s'apparente à ce genre d'union (de même sexe) comme étant attentatoire à la pudeur publique, précise Mohamed Mahouloud Nadjim.

A. TRAORÉ



De drame à drame dans le centre : Bankass, Sokoura, Nèma (village peuhl) et Kourkanda (village dogon)



Des images des présumés terroristes ont circulé depuis hier nuit sur les différents réseaux sociaux. Ces individus sont présentés comme des terroristes qui ont attaqué les miliciens de Dan Nan Ambassagou à Gouari.

En réalité, il ne s'agit que des villageois Peuls de Nèma arrêtés brutalement dans leurs concessions par une unité désorientée de l'armée malienne basée à Sokoura. Selon des informations nous parvenant, ces hommes, dont l'honneur a été injustement bafoué par ceux qui veulent donner un visage au terrorisme, sont sur le point d'être relâchés.

Ces haineux qui partagent ces images aux allures propagandistes pour augmenter l'amalgame ne sont rien d'autres que de pyromanes lâches. Si c'était aussi facile d'attraper un terroriste, ils seraient moins nuisibles.

Contrôle routier au Mali : Bientôt la délocalisation du poste de contrôle routier de Sénou à Ouélessébougou !



Une forte délégation du Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine dont la Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux, a effectué ce mardi une visite de terrain et d'identification du site du futur poste de contrôle de Sénou.

Cette mission comprenait également des représentants du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, et celui des Domaines et des Affaires Foncières. Le futur site devant abriter le nouveau poste de contrôle routier de Sénou est désormais identifié. Il est situé à environ 82 kilomètres de Bamako. Ledit site est d'une superficie de 10 hectares. Un premier aménagement concernera 4 hectares pour l'installation du poste de contrôle routier. La présente mission est donc venue voir de visu l'espace en vue d'un démarrage prochain des travaux.

La prochaine délocalisation du poste de contrôle routier va résoudre le problème de stationnement des camions gros porteurs, et réglera en partie le problème d'insécurité que le poste de Sénou connaît.

**Cellule de Communication du Ministère des
Transports et de la Mobilité Urbaine**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES**

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Le Mali a-t-il autorisé l'homosexualité sur son sol ? Le gouvernement dans une posture suspecte !

C'est désormais connu de tous : rien ne doit être pris à la légère sous le régime IBK qui ne fonctionne que sur des tissus de mensonges ! D'où la question de savoir si oui ou non le despote de Sébénikoro et ses sbires ont autorisé les relations entre personnes de même sexe, comme révélé par France24 ? La question mérite d'être posée, car le communiqué du gouvernement ne rassure point, cela est d'autant plus vrai qu'un Etat sérieux ne se contente pas d'un simple communiqué sur une si grave et sérieuse affirmation !

Les Maliens ont en effet été interloqués par ce fameux communiqué dont voici la teneur : « Le Gouvernement de la République du Mali dément formellement les informations d'un article publié ce mardi 7 juillet 2020, sur le site de France24, prétendant que le Mali aurait autorisé les relations entre personnes de

même sexe. La République du Mali affirme solennellement n'avoir jamais pris un texte autorisant des relations entre personnes de même sexe.

La loi No 2011 - 087 du 30 décembre 2011 portant code des personnes et de la famille est très explicite en la matière, notamment en ses articles 280 et 289. Le Gouvernement de la République dénonce avec la dernière rigueur cette grande légèreté de France24 qui cite une source dont les informations sont à porte à faux avec le contenu de l'article en question...».

Et patati-patata, point barre ! Ce communiqué nous rappelle un autre, notamment celui promptement publié juste après l'éclatement de l'affaire dite du « Programme d'Education Sexuelle Complète » suite à une dénonciation de l'imam Mahmoud Dicko en décembre 2018. Le gouvernement s'était alors contenté de

conclure à « une rumeur » rapportée par l'imam Dicko. Encore lui Mahmoud Dicko ? Décidément, cet imam est une bénédiction pour le Mali !

« Je ne révèle pas ma source mais elle est digne de foi. Comment un imam, un musulman, un responsable comme moi pourrait affirmer une chose sans preuve ? Je suis enseignant, j'ai des amis dans ces structures. J'ai toute la documentation », avait alors rétorqué Dicko à ce communiqué assimilable à de la provocation. Non pas sans s'indigner : « Le ministre (ndlr : Abinou Témé de l'Education) me fait pitié, il ne maîtrise même pas le dossier dont il parle. Il a été parachuté dans ce dossier d'homosexualité. Les gens ne sont pas responsables dans ce pays, ils vendent leur âme au diable » !

Au finish, l'imam Mahmoud Dicko avait raison, car le Premier ministre de l'époque, en l'occurrence Soumeylou Boubèye Maiga, fut contraint d'arrêter les travaux de Ségou sur l'élaboration du fameux document portant sur l'éducation sexuelle complète. Il le fallait, car Dicko n'était plus seul dans ce combat !

En effet, Mountaga Tal du CNID-FYT, Moussa Sinko Coulibaly de la Plateforme pour le Changement, Oumar Mariko du parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et de l'Indépendance, Abdoulaye Amadou Sy de MPLUS-RAMATA, et Housseini Amion Guindo de la Convergence pour le Développement du Mali et beaucoup d'autres acteurs politiques s'étaient joints à ce combat pour la dignité.

Et comme une prémonition, Mahmoud Dicko avait déclaré : « Dans ce pays, c'est honteux que des responsables nient des choses évidentes. Que les élections soient bien organisées ou pas, que tel soit président ou pas, cela n'est pas notre problème. C'est pour l'avenir des enfants du pays que nous nous battons... Les gens ne sont pas sérieux dans ce pays ; ils prennent de l'argent à l'insu du peuple pour pervertir l'école... Suite à son incapacité, l'Etat s'est confié aux milices, ce qui a compliqué la situation. Ce que nous avons joué comme rôle n'est pas étranger aux Maliens. Nous avons lancé plusieurs alertes. Si les dirigeants échouent, ils sont prêts à tout faire. C'est au peuple de montrer la ligne rouge aux gouvernants ».

Là-dessus, l'évidence est là aujourd'hui !

■ Yama DIALLO



Lutte contre l'Enrichissement Illicite : La corruption, un mal à combattre !

Dans le cadre du développement inclusif de ses activités de prévention et de sensibilisation pour l'amélioration de la bonne gouvernance, l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite a procédé, le mercredi 8 juillet 2020, à la signature de la charte de la plateforme des organisations syndicales de lutte contre la corruption.



Le 11 juillet a été déclarée solennellement Journée africaine de la lutte contre la corruption par le Conseil exécutif de l'Union Africaine, lors de sa trentième ordinaire tenue à Addis Abeba, du 27 au 29 janvier 2017. L'institution symbolique de cette journée commémore l'adoption et la signature de la Convention africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, intervenue à Maputo au Mozambique, le 11 juillet 2003. Cette initiative vise à informer et à sensibiliser l'opinion publique sur la gravité du phénomène de la corruption et à soutenir les actions entreprises contre le fléau.

En 2019, le thème de la Journée africaine de lutte contre la corruption était justement : « Vers l'élaboration d'une position commune sur le recouvrement des avoirs ». Pour l'année 2020 le thème retenu par la conférence des chefs d'Etat de l'Union Africaine est : Combattre la corruption par les systèmes judiciaires efficaces et efficients.

Pour la représentante de la plateforme des syndicats, Mme Sinayoko Fatoumata Dembélé, la plateforme des organisations syndicales de lutte contre la corruption a été souhaitée comme un cri de cœur par les participants à la table ronde sur le rôle des syndicats dans la lutte contre la corruption organisée par l'Oclei le 12 juillet 2019. « **Aujourd'hui, nous**

pouvons nous réjouir que ce cri de cœur a porté dans la mesure où nous allons procéder à la signature de l'acte fondateur de la plateforme. Ce faisant, les travailleurs disposeront d'un instrument essentiel dans la prévention de la corruption pour favoriser l'émergence de plus de justice sociale dans notre pays. A travers cette plateforme, les organisations syndicales constitueront un garde-fou pour empêcher les errements comme les fraudes lors des appels d'offre, les rémunérations illégales, l'inapplication des dispositions légales et réglementaires, le vol, le détournement de patrimoine public, la promotion imméritée, la surfacturation et l'enrichissement illicite. Cette plateforme sera donc un outil et un nouveau cadre juridique qui nous permettront de fédérer nos capacités pour accompagner et donner un nouvel élan au processus de prévention et de lutte contre la corruption », a-t-elle dit.

Pour le Président de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, Moumouni Guindo, la corruption est un phénomène insidieux et pernicieux qui freine la marche des peuples vers le progrès. Elle porte atteinte à la morale, à la bonne conduite des affaires publiques, à l'état de droit et soustrait des res-

sources indispensables à la satisfaction des demandes sociales. Elle empêche également les autorités de faire face efficacement au cri transnational organisé, en favorisant l'accaparement des ressources par une minorité d'individus, toutes choses qui aggravent les inégalités sociales sources d'instabilité nationale.

Sources d'inégalités !

Ainsi, il a précisé que dans le monde du travail, ces inégalités se traduisent par des injustices dans l'accès à l'emploi, par des différences de rémunérations violant le principe « à travail égal, salaire égal » ; elles se traduisent par des promotions ou des carrières injustifiées, par des actions imprévisibles, par l'impunité. La corruption dégrade la qualité de vie du travailleur et complique la mission des organisations syndicales chargées de défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs. La corruption est donc un mal à combattre dans l'intérêt du travailleur et de la promotion de l'emploi.

Par ailleurs, Moumouni Guindo a souligné malgré un contexte difficile, que l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite a, conformément à ses missions, organisé avec l'appui technique et financier de l'organisation des Nations Unies contre la drogue et les crimes, les 26 et 27 février 2020, la conférence de haut niveau sur la lutte contre la corruption. Cette première édition avait pour thème : Promouvoir les bonnes pratiques en matière de déclaration des biens et de recouvrements des avoirs.

Il est évident que la corruption a un impact dévastateur sur les communautés marginalisées, en particulier les jeunes, les femmes et les enfants, d'où l'importance pour les Maliens de fournir des efforts supplémentaires en matière de lutte contre la corruption dans le contexte sécuritaire tendu qui est le nôtre. Des enquêtes menées par l'office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont révélé que la corruption des fonctionnaires était particulièrement forte dans les zones touchées par les conflits. Il est donc impératif pour nos pays d'avoir des mécanismes anticorruptions intégrés, adaptés et dynamiques aptes à assurer une gestion transparente de nos richesses.

■ Ibrahim Sanogo

Otages et rançons : En l'absence des blancs

La Radio Joliba FM, à l'occasion des cent jours de capture de l'honorable Soumaïla Cissé, a organisé un débat sur la prise d'otage, la détention, la libération, et surtout les mécanismes et moyens qui peuvent être déployés.

Le débat, animé par Mohamed Attaher Halidou, avait pour invités Serge Daniel, Journaliste, écrivain, Ibrahim Maïga, chercheur et Abocar Mahamane, Psychologue. Le prétexte était les 100 jours de capture de Soumaïla Cissé. Les proches et autres alliés politiques du chef de file de l'opposition malienne sont sans nouvelles de lui depuis plus de 3 mois. Le 25 mars 2020, Soumaïla Cissé alors en campagne, a été enlevé par des hommes armés en compagnie d'une dizaine d'autres personnes. Son garde du corps touché par balles succombe quelques heures plus tard à ses blessures. Depuis cette date, aucune revendication et aucune piste conduisant à lui n'ont été officiellement dévoilées à l'opinion publique.

Pour Serge Daniel, le nord du Mali au départ, c'était un entrepôt d'otages occidentaux. Dès qu'on amène un otage dans le nord du Mali

des pays d'où sont originaires les otages demandent à négocier, comme le couple autrichien qui a été enlevé en Algérie, des espagnols enlevés en Mauritanie et amenés dans le nord du Mali pour demander la négociation. A l'en croire, pendant cette période les ravisseurs ne voulaient pas prendre les locaux car ils n'ont pas les mêmes valeurs que les occidentaux et aussi parce qu'ils peuvent avoir des problèmes avec les populations autochtones. "Donc il fallait prendre un occidental parce que ça apportait énormément d'argent", dit-il. Toutefois, le journaliste dit avoir constaté à nos jours vers le centre du pays avec l'enlèvement des maires, des préfets et autres officiels qui servent souvent d'échanges avec d'autres terroristes. Selon lui, la motivation a changé parce que ce n'est plus seulement à cause de l'argent. Le problème pour lui, est devenu idéologique parce que les terroristes ne veulent pas la présence de l'administration.

Pour les invités, il existe des liens opérationnels entre les différents acteurs qui évoluent dans le centre et le nord. Ils se connaissent

sur le terrain et savent par qui passer pour faire parvenir les messages aux autorités des pays concernés. La communication n'est pas un problème chez eux.

Pour le psychologue, l'état d'esprit d'un otage, est vraiment dur dans le sens émotionnel loin de sa famille, ses proches, et d'être privés de ses mouvements.

Selon les débatteurs, tout porte à croire que la Katiba Macina, Amadou Koufa et Iyad Agaly sont derrière ce coup.

Pour le chercheur, Ibrahim Maïga, en se rendant à Koumaïra, Soumaïla Cissé, savait que le danger n'était pas écarté, il a probablement dû prendre certaines précautions, avoir certaines garanties de la part des acteurs de la zone car, il est parti sans escorte militaire dans cette zone. "C'est en connaissance de cause qu'il est parti dans cette zone mais malheureusement les choses se sont déroulées autrement", explique notre chercheur.

Selon les informations, Soumaïla Cissé se porterait très bien et il y a des canaux de discussion entre ses ravisseurs et le gouvernement malien, aux yeux de nos invités, c'est ce qui a motivé en partie le président IBK à faire une sortie pour rassurer non seulement sa famille mais aussi l'opinion nationale et internationale.

"Si le président de la République l'a dit il faut attendre", ont-ils conclu.

■ **Ibrahima Ndiaye**





Défense et sécurité : Le Mali peut vaincre mais il doit affermir son effort

Le Sommet de Nouakchott s'est terminé il y a quelques jours. Les pays du G5 Sahel ainsi que la France ont présenté leur bilan. Concernant le Mali, les perspectives sont moins sombres qu'il y a six mois et de vrais efforts, notamment militaires, ont été consentis. Toutefois les participants au sommet ont aussi rappelé au Mali les progrès que le pays doit accomplir en termes de gouvernance pour faire tenir dans la durée ses progrès militaires et faciliter le déploiement de l'aide au développement.

Malgré la crise du coronavirus, le G5 Sahel est parvenu à se réunir, preuve de sa volonté de combattre. Outre le bilan, la rencontre a permis d'identifier les enjeux de la coalition pour

les mois à venir. Le Mali a accumulé des résultats substantiels ces derniers mois et les a fait valoir lors du sommet. Personne ne conteste les progrès militaires du G5 en général et du Mali en particulier et, en effet, les groupes armés terroristes (GAT) ne sont plus en mesure de menacer l'intégrité du pays ; on constate au contraire la reprise de plusieurs postes : Labbézanga au Mali Tillabiri et Inates au Niger ou Tanwalbougou et Oursi au Burkina, etc. La menace n'a toutefois pas disparu et la nécessité d'une amplification des efforts militaires fut rappelée à Nouakchott. Toutefois, les victoires militaires seules ne suffisent pas

Cibler l'effort de développement

Prévus par Pau et confirmés par Nouakchott, les objectifs de développement vont s'intensifier et font dorénavant partie intégrante de la stratégie. Harmoniser les objectifs militaires et civils, tel est le nouveau leitmotiv de la coalition pour le Sahel qui a été officiellement lancée le 12 juin. Non seulement les initiatives liées au développement seront harmonisées afin de rationaliser leur action via le partage de l'information et la facilitation des procédures de subventions, mais elles s'accorderont intimement avec les effets militaires. C'est le continuum sécurité/développement conceptualisé à Pau et concrétisé à Nouakchott.

Si le sommet n'a pas accouché de décisions fracassantes, l'essentiel ayant été déclaré à Pau, la feuille de route s'est précisée. En outre les pays du G5 ont rappelés leur attachement à certaines mesures qui avaient été selon eux négligées depuis quelques mois et que la crise de la Covid-19 a contribué à faire ressortir. C'est le cas de l'annulation de la dette dont le service pèse de manière très lourde sur les budgets étatiques ; les pays du G5 n'ont certes obtenu pour l'instant qu'un moratoire mais

c'est déjà un premier pas dans ce sens. Il est vrai que cette annulation, couplée avec les efforts actuels de l'Agence Française de Développement (Afd) et de l'Alliance pour le Sahel en termes de gouvernance financière, pourrait contribuer à donner une impulsion importante au redéploiement de l'Etat dans les zones concernées. C'est précisément là où la coalition veut agir, et notamment dans la zone des trois frontières.

Les projets, tous coordonnés par la coalition, iront des missions CIMIC (missions civilo-militaires) opérées par l'armée française en coopération avec des agences civiles, en passant par les programmes de développement d'urgence (PDU) mis en œuvre par l'alliance pour le Sahel (pilier développement de la coalition) ou bien les Cadre d'Actions Prioritaires Intégré (CAPI) du G5 Sahel. Tous ces projets de nature très variée (agriculture, électrification, infrastructures scolaires, transports routiers voire ferroviaires, employabilité des jeunes, etc.) servent une politique de développement bien précise et très voisine dans ces modalités des principes opératifs employés ces derniers mois, à savoir le ciblage des besoins et concentration géographique des efforts. L'aide sera déployée dans la zone des trois frontières afin de s'accorder au mieux avec l'armée française. L'Etat malien devra en revanche consentir à de grands efforts de transparence afin de ne pas dissuader, à terme, les investisseurs internationaux.

Insister sur la sécurité et la bonne gouvernance [judiciaire]

La gouvernance sera en effet l'enjeu central qui permettra de dénouer la situation à long terme. Si la gouvernance ne s'améliore pas et si l'administration de l'état ne réinvestit pas les zones contestées, les efforts militaires ne seront pas durables et le développement économique et infrastructurel sera sans lendemain. L'Islam n'est pas le problème, c'est peut-être d'ailleurs le principal ciment social de pays sahéliens marqués par des différences ethniques importantes et des conflits millénaires. Un ciment que les GAT empêchent de se solidifier en jouant sur les vieilles rivalités et rancœurs communautaires tout en prétendant se battre au nom de l'Islam. Or, le désengagement progressif de l'Etat, ou sa partialité, dans plusieurs régions a jeté des

membres de certaines communautés dans les bras des islamistes. On précisera qu'il ne s'agit pas de savoir qui est coupable, toutes les populations étant soumises à des exactions, mais bien de dresser un constat.

Si les suspicions d'exécutions sommaires qui pèsent sur les FAMA se confirment, elles doivent être sévèrement punies. Elles sont tactiquement contre-productives et ne font que jeter plus de recrues dans les bras des djihadistes. Surtout, elles empêchent de reconstituer la moindre unité nationale. Enfin, elles rendent méfiants les partenaires du Mali (dont la France) qui ne cautionnent pas ce genre de pratiques, au nom de leur principes moraux. Des enquêtes sont d'ailleurs en cours, jusqu'au Parlement français à Paris. Les autorités maliennes ont commencé à œuvrer en ce sens, dans le nord, via le déploiement d'un bataillon des FAMA à Kidal, marquant le démarrage du processus DDR (Désarmer, Démobiliser, Réinsérer). Un succès à mettre au crédit des autorités maliennes et françaises, mais qui ne doit pas rester sans lendemain.

Pour parvenir à stabiliser les régions conflictuelles, la méthodologie est déjà connue. Les armées françaises, et on l'espère bientôt les FAMA, tentent de regagner les cœurs via les missions CIMIC (Puits, canaux, maraichage, dispensaires, fourniture d'emplois...). Mais c'est sur l'aspect de la sécurité post-conflit, sur le long terme, qu'un vrai effort sera demandé. L'Union européenne joue le jeu via les formations des forces de polices maliennes

(missions EUCAP) ou bien la France, via les projets de gouvernance judiciaire avec l'AFD. A noter également les formations dispensées par Barkhane visant à créer une force de gendarmerie prévôtale : pour la surveillance légale des actions militaires. A terme le Mali devrait disposer dans les zones contestées de forces de polices bien formées s'articulant avec des institutions judiciaires impartiales. De nombreux efforts sont encore à fournir. La montée en puissance militaire ne fait aucun doute et plusieurs éléments ont été confirmés lors du sommet tel que la continuation des opérations françaises, des missions de formations (PMO ou EUTM), l'arrivée d'un contingent de 3000 hommes de l'Union africaine ou l'opérationnalisation de la Task Force Takuba.... Mais ce n'est que dans plusieurs mois que la capacité de la coalition à ancrer définitivement son effort pourra être évaluée. L'engagement international est bien là mais les Maliens devront faire des efforts bien plus conséquents que ceux qui leur sont demandés, pour le moment, sur le volet militaire. En effet, une guerre se gagne politiquement. Un fait bien rappelé par tout le G5 au Mali, dont l'instabilité politique inquiète fortement. Il a d'ailleurs été expressément demandé au Président Keita de redresser la situation tout en faisant un effort de transparence dans la gouvernance générale des institutions maliennes.

■ **Siaka Touré**



Crise sociopolitique : L'épreuve de force engagée



Les Maliens et les intercesseurs dans la crise sociopolitique malienne étaient très attentifs à la rencontre, le dimanche dernier, entre Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et les responsables du M5- Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). C'était, en effet, la première fois que le Président de la République prenait directement langue avec l'ensemble des animateurs de la contestation portée sur les fonts baptismaux le 05 juin 2020 et qui réclament sa démission et celle de tout son régime. C'était l'occasion pour le Président de la République et le M5-RFP de s'accorder sur les termes d'une sortie de crise sans intermédiaire. Or la rencontre a été un échec total, les deux parties n'ayant pas pu concilier leurs points de vue et surtout parce que IBK a renvoyé le M5-RFP vers la Majorité présidentielle qui, on le sait, n'a aucun pouvoir car totalement déconsidérée par le Président lui-même depuis sa prise de fonction en 2013. IBK a ainsi perdu l'occasion de prendre ses responsabilités face à un mouvement qui est parvenu à geler l'appareil d'État depuis la démission du Gouvernement. Le Chef de l'État se débîne au moment où tous les regards se tournaient vers le Palais présidentiel de Koulouba. Désormais c'est l'épreuve de force qui est engagée entre IBK et le M5-RFP dont le rassemblement de demain vendredi, 10 juillet 2020, sera le troisième acte.

En vérité les Maliens ne se faisaient pas trop d'illusions quand l'annonce d'une rencontre entre le Président de la République et le M5-RFP a été faite à travers les médias et les réseaux sociaux. En effet, rien dans les faits ne

présageait un assouplissement dans les exigences des contestataires et une volonté de concession de la part du Chef de l'État. En effet, le mémorandum présenté à IBK par le M5-RFP n'était pas négociable selon ses initiateurs ce qui fait que la seule chose qui restait au Président était de l'accepter tel quel. Cependant, le Président de la République pouvait faire des amendements au mémorandum ce qui aurait l'avantage de montrer aux responsables de la fronde qu'il prenait au sérieux leurs revendications. Car en dépit du caractère rigide des termes du mémorandum, les responsables du M5-RFP, en se rendant à Koulouba, espéraient faire infléchir le Président de la République dans le sens d'un rapprochement des différents points de vue. On ignore tout ce que les deux parties se sont dit mais la décision d'IBK de renvoyer le M5-RFP à la Majorité présidentielle a dû être ressentie comme un manque de considération.

En effet, par cette décision, IBK a voulu signifier au M5-RFP qu'il est un mouvement politique et que son interlocuteur ne saurait être le Président de la République mais un autre mouvement politique, en l'occurrence celui de la Majorité présidentielle. L'attitude du Chef de l'État est pour le moins surprenant car il ne semble pas avoir compris que c'est sa personne même qui est au cœur de la crise sociopolitique actuelle et que c'est à lui de prendre ses responsabilités en faisant des propositions de sortie de crise. Pourtant IBK ne peut sous-estimer la puissance du M5-RFP et sa capacité de nuisance. Tout cela s'est largement manifesté dans les rassemblements des 5 et

19 juin 2020 quand des centaines de milliers de personnes ont répondu à l'appel de l'Imam Mahmoud Dicko et du M5-RFP. Alors pourquoi se débîne-t-il quand il s'agit de s'engager véritablement dans la recherche d'une sortie de crise pour desserrer l'étau qui se ferme sur lui?

En fait IBK ne semble plus savoir où donner de la tête et donne l'impression de ne plus rien contrôler. Sa tentative, ce mardi, de convaincre les députés dits « mal élus » de se retirer de l'Assemblée nationale en vue de former le Sénat a totalement échoué car ces derniers lui ont opposé un refus net. Il s'agit ni plus ni moins que d'une fuite en avant car la seule chose à faire est soit de dissoudre l'Assemblée ou, à défaut, d'organiser des élections partielles là où des cas avérés de fraudes ont été constatés. Car IBK ne peut faire l'économie ni de l'Assemblée nationale ni de la Cour constitutionnelle, cette dernière étant au centre de la contestation populaire. L'échec de la rencontre entre le Président de la République et le M5-RFP ouvre la voie à tous les dangers car il renforce le camp des durs du mouvement de contestations, ceux qui n'attendent qu'un signe pour s'engager dans la confrontation. A cet effet, le rassemblement de demain sera particulièrement suivi par les Maliens et tous ceux qui sont engagés dans les négociations entre les deux parties en vue de trouver une solution pacifique à la crise sociopolitique.

En effet, le rassemblement, même de centaines de milliers de personnes, a montré ses limites. Ainsi, l'Imam Mahmoud Dicko, partisan de la non-violence, risque d'être confronté à une foule incontrôlable si d'aventure le camp des durs incarné par Cheick Oumar Sissoko venait à prendre le dessus. Tout porte à croire que la posture de l'Imam Dicko sera difficile à tenir longtemps. Mahmoud Dicko, avec les autres acteurs du M5-RFP ont mis en branle une force qui est sans doute en train de leur échapper. Si la foule venait à échapper à leur contrôle, si les manifestants refusaient d'écouter leurs voix, alors le risque de débordements sera le plus élevé. D'autant plus que certaines personnes dans les rangs du M5-RFP envisagent de prendre les points névralgiques de Bamako comme les trois ponts et les grandes places de la capitale. Si tel était le cas, des heurts avec les forces de l'ordre seraient inévitables et l'on irait vers la guérilla de rue dont les conséquences seraient impré-

visibles. Il suffirait alors d'un coup de feu, d'un mort par balle pour que le Mali sombre dans la violence.

Le Mali est à la croisée des chemins parce que le Président IBK est trop longtemps resté sourd à l'appel de son peuple. Depuis 2014, un an après son élection, des voix se sont élevées, dont celle de Soumaïla Cissé, pour appeler le Président à la vigilance, au changement. Ces voix ne se sont jamais tues durant les sept années de pouvoir d'IBK mais elles n'ont malheureusement eu aucun écho de la colline de Koulouba. IBK s'est enfermé dans son égo surdimensionné considérant toutes les personnes qui avaient un discours différent du sien comme les ennemies de son pouvoir. Même la désignation de six Premiers ministres en six ans de pouvoir n'aura pas permis de dessiller les yeux du Président sur sa mauvaise gouvernance. Aujourd'hui, IBK est coincé pour n'avoir jamais pris la mesure du Mali depuis son élection en 2013. Le natif de Koutiala s'est ainsi avéré être le plus médiocre des Présidents maliens de l'ère démocratique.

Que d'espoirs déçus depuis ce jour où plus de 77% des Maliennes et des Maliens avaient plébiscité celui qu'ils croyaient être le Sauveur d'un Mali que l'occupation de sa partie septentrionale avait plongé dans une crise sécuritaire sans précédent. Aujourd'hui, le Mali se porte plus mal qu'en 2012 quand le monde entier était au chevet de notre Maliba. Malheureusement tous les Maliens, sauf IBK, savent que la situation sociopolitique et sécuritaire est catastrophique et que seul le dialogue franc et sincère peut nous sortir de l'abîme où le pays s'enfoncé inexorablement. Mais il se trouve que le Président de la République n'a pas donné toutes ses chances au dialogue malgré les cris répétés de ses concitoyens. On est au point où les positions se radicalisent. Or la radicalisation n'a jamais rien construit. Aujourd'hui, les prières sont devenues vaines. Le peuple angoissé attend la suite des événements. Celle-ci est prévue pour demain vendredi, 10 juillet 2020. Pourvu que ce jour saint ne nous apporte pas le malheur que certains prédisent pour notre pays.

■ **Diala Thiény Konaté**

Dr Cissé Ramata Sissoko: “Le M5 n'est pas en guerre contre le RPM...”

Depuis Atlanta, ce 6 juillet 2020, Dr Cissé Ramata Sissoko, membre du parti présidentiel, RPM, s'insurge contre la gestion du président de la République, qui vient d'envoyer les membres du M5-RFP à se balader après leur rencontre, à Koulouba, ce 5 juillet. Notre compatriote d'Atlanta estime que le M5 n'est pas en guerre contre le RPM, mais contre la gestion de l'homme IBK qui a mis le parti dans une très mauvaise posture. Après avoir été humilié par IBK à l'issue de sept ans de gouvernance chaotique de ce dernier, le RPM qui l'a conduit à Koulouba, ne doit pas rater l'occasion de rentrer dans l'histoire politique du Mali en rejoignant le M5 aux côtés du peuple pour le changement tant souhaité par tous.

Message au parti RPM Après la rencontre du M5 avec IBK

Le M5 a montré sa bonne foi en acceptant de répondre à l'invitation du président Ibrahim Boubacar Keita pour discuter et trouver une voie de sortie à la crise politique au Mali. Les leaders du mouvement ont accepté de le rencontrer pour lui donner une occasion solennelle de répondre à la volonté du peuple malien.

Le renvoi de la délégation du M5 par IBK vers la majorité présidentielle, est un manque de respect non seulement pour les membres du M5, mais aussi un mépris et un manque de considération pour le peuple malien et pour le RPM. Maintenant qu'il se retrouve dos au mur, ironiquement, il s'est rendu compte de l'existence du RPM, après l'avoir ignoré pendant 7 ans. IBK cherche à jeter les sales casseroles de sa gestion catastrophique du pays sur le parti. Ce président est aujourd'hui entièrement seul et désespéré et vient de commettre un acte antipatriotique en rejetant la main tendue du M5.

Quand il est venu au pouvoir, il a déclaré publiquement qu'il n'a pas été élu par le RPM,

mais par le peuple malien et que son pouvoir ne sera pas un partage de gâteau. Pourtant, il a partagé le gâteau avec sa famille. Pire encore, il a confirmé qu'il n'a pas de compte à rendre au parti, mais au Peuple. Aujourd'hui, ce peuple lui demande de répondre à son appel. Le peuple a besoin de cette réponse aujourd'hui.

Pendant 10 ans, IBK s'est servi du RPM pour être aux affaires depuis les campagnes de 2002, de 2007 jusqu'aux campagnes de 2012 qui l'ont porté au pouvoir en 2013.

Pendant 7 ans, il s'est servi du RPM. Il n'a respecté aucune recommandation de ce parti ou de la majorité présidentielle et a continué à les piétiner en complicité avec ses enfants.

Il a nommé ses ministres sans consulter le RPM et a mis les membres du bureau national du parti devant les faits accomplis.

Aucun Premier ministre n'a été le choix du RPM. Il a nommé tous ses Premiers ministres sans aucune considération pour le RPM qui l'a porté au sommet de l'État.

Il a désigné l'actuel président de l'AN contre la volonté du RPM et contre les recommandations du comité exécutif du parti. Même le membre du parti qui s'est battu pour avoir 5 députés RPM à l'Assemblée n'a pas été épargné. Il a été trahi par IBK et sa famille. Cela est une honte et une humiliation pour tout le RPM.

Le RPM a été publiquement humilié pendant 7 ans. Il est temps aujourd'hui que les membres du parti dénoncent publiquement la gestion catastrophique d'IBK sinon l'histoire les jugera.

En tant que membre du RPM, le bilan de ces 7 ans n'est pas notre bilan, mais celui d'IBK. Pendant 7 ans, il a géré le Mali avec sa famille comme il l'a voulu et aujourd'hui il veut remettre les casseroles sales au RPM. Voyez-vous même, est-ce logique ? Non, cela n'est pas un acte responsable et les dignes partisans du RPM ne vont pas laisser passer. Si tu as géré le pays seul, alors il est temps que tu ra-



masses les casseroles seul. Le RPM ne pourra pas répondre à cet appel puisqu'il n'est pas coupable de la gestion du pays.

Je lance un appel à tous mes camarades du RPM afin de se démarquer d'IBK. Ce président doit se mettre debout et répondre au peuple qui l'a élu, comme il l'a lui-même dit et que tout le RPM se mette aux côtés des Maliens. Ce n'est pas le RPM qui doit laver la vaisselle, mais lui et sa famille qui ont profité du pouvoir pendant 7 ans pour détruire le pays. Ils ont voyagé à travers le monde, ils ont dormi dans les meilleurs hôtels de luxe, fêté des anniversaires et sucé le sang des Maliens pendant 7 ans. Ça suffit. Le peuple demande sa démission et le RPM doit se joindre au M5 pour demander cette démission.

Notre objectif doit être de tourner la page IBK et non celle du RPM qui regorge toujours d'hommes et de femmes dignes, compétents et intègres qui pourront servir le Mali. Ceux-

là qui l'ont créé et qui ont fait appel à IBK sont toujours vivants et se sont toujours opposés à sa gestion calamiteuse. Une opportunité pour tous les dignes camarades du RPM de montrer que le Mali compte plus que tout. Nous ne devons pas être loyaux à IBK, mais à la patrie. Tous les Maliens savent que ce n'est pas le RPM qui a géré le Mali, mais c'est IBK et sa famille.

Le M5 n'est pas en guerre contre le RPM, mais contre la gestion de l'homme IBK qui a mis le parti dans une très mauvaise posture. La nécessité pour le RPM de ne pas répondre sur la demande d'IBK n'est pas pour punir IBK en tant que personne, mais pour répondre à l'appel des Maliens, pour l'avenir du Mali, pour qu'il soit retenu dans l'histoire comme le parti qui a sauvé le Mali. L'histoire jugera notre parti si nous laissons passer cette opportunité de se rallier à la volonté du peuple. Cela est une lourde responsabilité historique pour le RPM.

Nous ne devons pas compromettre l'avenir de la nation au profit d'IBK et de sa famille. L'intérêt du Mali doit l'emporter sur celle de sa personne et de sa famille.

D'ailleurs, IBK préparait un complot contre le parti pour sa famille et allait éventuellement écarter les membres fondateurs du parti. Est-ce que le RPM va s'humilier et se rabaisser à un tel point ?

Chers camarades, nous devons aujourd'hui concentrer nos énergies et notre temps à soutenir le M5 qui réclame le changement au Mali. Cela va en parfaite harmonie avec les objectifs du RPM. Le peuple demande la démission pure et simple du président et le RPM doit suivre.

Merci sincèrement

Dr Cissé Ramata Sissoko

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Crise Sociopolitique : Les jeunes du M5-RFP appellent à la mobilisation

La première Assemblée Générale de la jeunesse du Mouvement du 5 juin a eu lieu le mardi, 8 juillet 2020, au siège de la CMAS. Il faut noter que plusieurs jeunes de Bamako et ceux de l'intérieur du pays ont pris part à cette rencontre. L'objectif était d'appeler les Maliens à la mobilisation du 10 juillet pour passer à la désobéissance civile au cas où le président ne répondait pas favorablement à leur demande.



La première Assemblée générale a débuté par quelques minutes de lecture de Coran par Abdoul Karim Ouattara, membre de la jeunesse du Mouvement du 5 juin, pour que la stabilité et la paix règnent dans notre pays. Rappelons que c'est la première Assemblée générale des jeunes du M5-RFP sur initiative de la jeunesse elle-même.

« La troïka a tenu sa première rencontre le 30 mai dernier, mais on ne peut pas parler de troïka sans parler des jeunes ; 75% des jeunes sont victimes des maux qui assaillent notre pays aujourd'hui notamment le chômage, l'insécurité et les militaires qui meurent au front ont entre

30 ans et 40 ans, la réunion du 30 mai a donné naissance au 5 juin, les Maliens sont sortis dans la rue pour manifester leur mécontentement. Ce jour-là nous sommes sortis et notre objectif a été atteint car nous avons fait preuve de patience. Nous avons compris que la patience aboutit toujours aux meilleurs résultats », a déclaré Paul Gouro.

« Ceux qui n'ont pas pu sortir le 5 juin sont sortis le 19 juin ; ce jour-là 2 millions de Maliens sont sortis dans la rue, on pouvait mettre le feu au pays, le 19 juin. Mais grâce à la sagesse de notre très respectueux et éclairé Imam Dicko on a pu se re-

tenir. Ce jour-là, nous avons retrouvé notre place dans le concert des nations. Les Etats-Unis à travers tous les pays d'Afrique avaient braqué les cameras sur tout le Mali pour dire que nous voulons déstabiliser notre pays, nous sommes rentrés à la maison sans rien casser. Dès lors la CEDEAO a entamé une série de médiations entre les différents protagonistes pour décrire la crise sociopolitique. Cela fait 3 jours que nos détracteurs disaient que les jeunes du M5-RFP ne peuvent pas faire l'union sacrée. L'objectif de cette Assemblée est de montrer au monde entier que nous jeunes du M5-RFP pouvons faire l'union dans le respect, l'honneur et dans la dignité », a-t-il ajouté.

Pour sa part, le président de FAD, Nouhoum Sarr, dira que : « Si nous nous sommes retrouvés ici, c'est pour parler de la politique et non de la Constitution, la constitution a dit ceci, la constitution a dit cela, non on n'est pas là pour ça. Nous avons fait confiance au président de la république pendant 7 ans, il a montré toutes ses limites donc on va lui enlever le pouvoir qu'on lui a donné. Si vous sortez le vendredi, avec les nourritures, on va rester jusqu'au samedi vers 14 heures et cela trouvera qu'IBK n'est plus le président du Mali. Nous mettons en garde les forces de l'ordre, tout agent qui osera tirer sur les citoyens sera jugé même si c'est 20 ans après ».

Selon Ben le Cerveau, lorsque les acteurs d'une cause deviennent des spectateurs ça sera le festival des brigands c'est pourquoi dit-il « les brigands font du n'importe quoi à notre pays c'est parce que nous avons accepté. La révolution n'est pas un diner de gala »

« Je remercie les initiateurs de cette Assemblée générale, l'organisation n'a pas été facile, beaucoup de chose ont été dites à ce sujet mais malgré tout nous sommes parvenus à nous réunir. Les maux qui minent notre pays sont connus : la corruption, la malhonnête, l'insécurité, la non tenue des promesses ... », a conclu l'ancien président du Conseil National de la jeunesse du Mali, Mahomed Salia Touré

■ Ibrahim Sanogo

Pièges «au Sénat » aux victimes de Manassa : IBK confirme, enfin, le tripatouillage électoral !



Le débat sur la légitimité de la revendication des membres du collectif des victimes de Manassa Danioko lors des dernières élections législatives est clos. En recevant à Koulouba les membres de ce collectif le mardi, 7 juillet 2020, et en leur proposant des postes dans le futur Sénat dont l'accouchement connaît déjà des complications, le président IBK reconnaît d'emblée le crime électoral commis par la Cour constitutionnelle qu'il veut, aujourd'hui, réparer.

Face à la ténacité des membres du collectif des victimes de Manassa Danioko lors des législatives passées soutenue par la pression du M5 et de la Cédéao, le président IBK semble se résigner, aujourd'hui, à voir la réalité en face. De façon assez claire, il a reconnu la faute grave commise par les neuf sages de la Cour constitutionnelle avec comme capitaine Manassa Danioko. Le contenu de sa proposition faite aux membres du collectif en dit long sur cette tardive posture du président de la République qui avait feint de ne rien voir au

début de la crise électorale. En effet, en suppliant les candidats spoliés de leur victoire lors des législatives passées d'accepter un poste dans le futur Sénat, le président IBK reconnaît qu'il y a une injustice qui leur a été causée par les juges constitutionnels. Du coup, il vide le débat sur le bien-fondé ou non de la revendication du collectif qui veut, coûte que coûte, que leurs victoires leur soient restituées.

La faute est reconnue, mais comment la réparer ?

Visiblement toutes les propositions de sortie de crise faites par la Cédéao et le M5 n'ont pas eu bons échos auprès du président de la République. Et IBK, considéré comme pris en otage lui-même par son fils et ses amis, n'est nullement dans la dynamique de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser de nouvelles élections législatives à défaut d'organiser des élections partielles dans les circonscriptions électorales où les résultats

des dernières législatives ont été contestés. La pression du fiston et de son clan semble peser plus forte sur lui que celle de la Cédéao et du M5. Sa proposition de faire siéger les membres du collectif des victimes de Manassa dans le futur Sénat démontre clairement cela. Et cela est d'autant plus clair que le président de la République veut que ce soit les innocents de la crise électorale qui se sacrifient à la place des coupables. Pourquoi n'a-t-il proposé le Sénat aux députés mal élus ? Pourquoi IBK a-t-il si peur de Moussa Timbiné qui est le seul blocage à la dissolution de l'Assemblée nationale ?

En tout cas, s'il reconnaît enfin le bien-fondé de la revendication du collectif des victimes de Manassa, le président de la République a aujourd'hui beaucoup de peines à juguler cette crise. Le collectif, refusant toute proposition autre que la place chèrement acquise par ses membres à l'Assemblée nationale.

■ Ibrahim Sanogo

Quand IBK montre son vrai visage : Promesse de postes de sénateurs aux députés spoliés de leur droit par la Cour Constitutionnelle

■ ■ IBK, le futur ex-président du Mali garde-t-il tout le sens de la raison pour pouvoir diriger un pays ? Les faits : Les députés spoliés de leurs votes, lors du résultat définitif des législatives truquées par Manassa, sont reçus par IBK. Ces élus spoliés lui demandent de les rétablir dans leurs droits en imposant le vrai résultat des urnes. IBK proposent à ces élus spoliés qu'il les nommera dans le futur sénat du Mali. Cette promesse d'embauche fallacieuse est (pour IBK) une compensation de leurs votes volés et donc, une reconnaissance tacite, par IBK, du bon droit de ces dizaines de députés ». Nous avons choisi volontiers ces humeurs d'un ancien directeur d'un groupe de presse comme notre angle d'attaque, parce qu'elles résument en partie une question qui nous chatouille : IBK jouit-il de toutes ses facultés ?

Afin de se donner bonne conscience face à l'injustice créée par Manassa, IBK a reçu, le mardi 7 juillet, les représentants d'une trentaine de candidats aux législatives déclarés élus lors de la proclamation des résultats provisoires par le Ministère de l'Administration Territoriale, mais par la suite recalés par la Cour Constitutionnelle. Mais comme il fallait s'y attendre, cette rencontre n'a débouché sur aucune solution concrète, malgré les propositions fallacieuses faites par IBK. En effet, au cours de la rencontre, le président IBK a évoqué la possibilité de recaser tous ces députés spoliés au sein du futur Sénat. Proposition non acceptée. Après plus de deux heures d'échange donc, le problème reste entier.

« Le président de la République a évoqué cette question du Sénat en terme de solution politique. Mais nous avons réitéré notre opposition qui est celle d'entrer en possession de nos sièges », fera savoir un des députés spoliés. Ce qu'on peut retenir de cette mise en scène présidentielle, c'est que IBK n'est même plus dans la logique de dissoudre l'Assemblée Nationale. Il aura donc décidé de nager à contre-courant d'une proposition mise avant par tous



les médiateurs impliqués dans la crise, y compris la CEDEAO. Pire, cet acte posé par IBK prouve à suffisance qu'il reconnaît lui-même que les résultats des élections ont été truqués par Manassa !

Mais au fond, c'est aussi la preuve que IBK n'a aucun égard pour la constitution que lui et ses partisans brandissent aujourd'hui comme bouclier. Comment un président jouissant de toutes ses facultés peut vouloir nommer des gens dans un Sénat qui n'existe pas, qui n'est même pas prévu dans la Constitution ? En fait, IBK ne montre là que la vraie face de son régime, un régime qui ne fait référence à la constitution que si ça l'arrange... Un régime bâti sur le népotisme, le mensonge, la corruption, la concussion, l'affairisme et des petits arrangements de salon ! Le comble, c'est qu'on trouve encore dans ce pays des gens prêts à défendre ce président qui réduit son peuple à

de simples affamés prêts, comme des « chiens » (excusez du terme, mais c'est cela), à bondir sur tout os qu'on leur jette !

Le président n'a pas encore compris que si toutes ces entreprises abaisseuses et funestes lui ont jusqu'ici réussi, la donne a désormais changée avec le M5-RFP, et sous la direction duquel les maliens ne vont plus jamais manger dans tous les râteliers. Il aurait dû pourtant se convaincre de cela, lorsque Mahmoud Dicko a craché sur les prétendus postes ministériels et autres privilèges qu'il lui a proposés. Tous comme les acteurs du M5 d'ailleurs, qui lui ont clairement fait savoir que c'est le Mali qui les intéresse, et non des maroquins ! Si seulement il pouvait s'élever à leur hauteur, le Mali serait sauvé !

■ Yama DIALLO

Échec des pourparlers entre IBK et le M5-RFP : Les onze propositions de la COCIREM

Après l'échec du dialogue entamé entre le président IBK et les membres du M5-RFP qui sont redescendus presque bredouilles de Koulouba, ce 5 juillet 2020, des voix se lèvent désormais pour demander une révision de stratégie. C'est dans ce contexte que la COCIREM propose onze démarches au M5-RFP pour être plus efficace.

Quelques propositions de la COCIREM au M5-RFP.

Compte tenu du mépris du président de la République, de l'attitude douteuse de certains membres du M5-RFP et du niveau d'infiltration du mouvement par certains fidèles du régime IBK, la COCIREM propose :

1_ D'opter uniquement et à l'unanimité la démission du président IBK et son régime, motif même de la création du M5-RFP.

Ce faisant l'option mémorandum doit être abandonnée définitivement.

2_ Le report de la sortie du 10 juillet à une date ultérieure, le temps de clarifier certaines positions, permettre à IBK de constituer son gouvernement et procéder à la sensibilisation, à la structuration du M5-RFP pour finir par une sortie synchronisée avec toutes les régions du Mali et de la Diaspora.

3_ Relayer l'autorité morale au second plan et les autorités politiques au-devant pour mettre fin à toute autre connotation qui n'est pas politique.

4_ Organiser une rencontre avec la société civile, les organisations syndicales sans exception, les leaders religieux de tout bord pour qu'ils ne pas se rendre chez le Chérif de Niéro.

5_ Être demandeur des rencontres avec la Minusma, la CEDEAO, la communauté internationale, les différents Ambassadeurs des pays les plus influents pour expliquer le bien-fondé de cette lutte.

6_ Rencontrer les groupes armés plateforme et CMA et même ceux du Centre du Mali.

7_ Rencontrer tous les regroupements des partis politiques de la majorité, les non-alignés et les personnalités influentes.

8_ Rencontrer également les Maliens de la diaspora et le patronat.

9_ Le M5-RFP doit être muni d'un document avec des propositions claires de sa vision après la démission de IBK et son régime.

10_ Constituer des équipes pour faire toutes les rencontres en une semaine et d'autres équipes pour la structuration et les rencontres régionales.

11_ Enfin la COCIREM propose la dissolution du comité stratégique et de toutes les autres

structures qui seront remplacés par :

_ Le comité de pilotage national composé des présidents des différents regroupements y compris les centrales syndicales et les représentants des jeunes du M5-RFP au nombre de trois et du mouvement des femmes du M5-RFP au nombre de 3.

_ la conférence des présidents des partis politiques du M5-RFP et des syndicats

_ la conférence des présidents des associations et des représentants des jeunes et des femmes du M5-RFP au nombre 5 pour chaque structure.

_ le comité de pilotage régional avec les mêmes démembrements.

Les Maliens de la Diaspora peuvent constituer des structures identiques.

_ la création de toutes les structures habituelles d'organisation, communication et autres comprenant les représentants de la conférence des présidents de partis, des associations et du mouvement des jeunes et des femmes du M5-RFP.

NB: Les tâches seront définies clairement dans un document.

Aboubacar Sidick Fomba, Porte-parole de la COCIREM.



Le M5-RFP et Mahmoud Dicko / Unis et déterminés : Un meeting suivi de la désobéissance civile à partir du vendredi

C'est quasiment la main dans la main que le Comité stratégique du M5-RFP et l'imam Mahmoud Dicko ont coanimé une conférence de presse, le mercredi 8 juillet 2020, au siège de la CMAS. Ils ont mis à profit cette occasion pour fustiger la gouvernance du Président IBK, appeler les maliens à sortir massivement pour la marche du vendredi 10 juillet 2020, dans le but d'obtenir sa démission et implicitement assener un cinglant démenti aux rumeurs de dissensions et de trahisons en leur sein.



Décidément, le M5-RFP ne veut pas lâcher prise. Cette conférence de presse est la preuve patente que ce mouvement reste fidèle à ses idéaux qui l'ont toujours caractérisés. Les activités de cette conférence ont commencé par une minute de pensée pour l'honorable Soumaila Cissé, enlevé depuis le 25 mars 2020 par des individus non encore identifiés.

Dans ses mots introductifs Cheick Oumar Sissoko, a invité les maliens au sursaut national pour sauver la patrie en danger. « Vous savez, nous avons toutes les raisons de dire que nous devons poursuivre notre lutte. Nos intentions sont bonnes, nos intentions sont légi-

times. Le mardi encore le président de la république, nous en a donné une très bonne manifestation. Il a reconnu que les institutions ont été bafouées et que les élections ont été truquées dans la mesure où il a reçu les 38 qui ont été spoliés de leur droit. En les recevant, il leur a demandé d'attendre d'être nommés sénateur. Nous continuerons cette tradition de vous informer jusqu'à l'atteinte de notre objectif qui est la démission du président Ibrahim Boubacar Keita et de son régime », a-t-il souligné.

A l'entame de ses propos, Dr Choguel Kokalla Maiga a remercié Espoir Mali kura pour son engagement indéfectible aux idéaux du mou-

vement. A l'en croire, cette conférence a pour vocation d'éclairer les maliens et maliennes sur les dernières évolutions de leur combat et les perspectives pour le 10 juillet. Le peuple malien est arrivé à un tournant décisif de notre lutte. Comme le dirait l'autre le Nil est arrivé au Caire aujourd'hui. L'objectif de cette conférence est réaffirmé sans ambages la raison d'être du mouvement M5- rassemblement des forces patriotiques. Cette raison d'être, c'est d'obtenir pacifiquement et démocratiquement la démission du président de la république et son régime. « Vous vous souviendriez que l'imam Dicko a pesé de tout son poids, au regard des diverses sollicitations dont il a fait l'objet pour demander au M5 de proposer en quelque sorte un plan B de sortie de crise. Ce plan B a fait l'objet du mémorandum. Mais qu'est-ce que nous avons eu en retour ? Un rejet pur et simple, nous renvoyer à la majorité présidentielle avec laquelle nous n'avons jamais cessé les discussions, est un manque de respect à notre égard. Pourtant cette majorité ne détient aucune clé pour résoudre les problèmes qui sont posés. Les problèmes ne sont pas posés à la majorité présidentielle mais plutôt au président de la république. Le rassemblement du 19 a pour objectif d'imposer par la volonté populaire la démission du président de la république et de son régime, le changement de système. Nous l'avons dit à plusieurs fois qu'en vérité nous ne sommes pas dans un système démocratique. Nous avons une oligarchie, une ploutocratie qui ont pris notre peuple en otage, qui ont pris le peuple malien à la gorge. Et c'est pour cela que le deuxième objectif de cette conférence est de déconstruire le discours trompeur qui consiste à faire croire que nous nous voulons violer la constitution. Le M5 agit dans le cadre de la loi et de la constitution. C'est bien le président de la république et son régime qui travaillent en dehors de la constitution, qui violent tous les jours les lois de la république », a-t-il précisé.

Des éclaircissements pertinentes !

L'éminent avocat, Me Mountaga Tall dans une démarche purement scientifique, a expliqué le bien-fondé de cette colère de la rue. Pour lui, c'est la conséquence de la mauvaise gestion clanique du pays par le Président IBK et ses



proches qui ont conduit notre pays dans l'abîme. En outre, il dira que le mouvement du 5 juin, dans sa volonté d'apaiser le climat social a accepté une main dite tendue mais quasi-invisible du président de la république. Ce faisant, le M5 a renoncé à sa demande de démission du président de la république sur demande de l'imam Dicko. Pour ce faire, une offre politique a été faite au président IBK. Mais malheureusement, IBK semble être dans une logique de nier l'évidence bien vraie que la vérité saute à l'œil. « Même ses proches collaborateurs affirment que le pays traverse une crise sans précédent. Le fait de renvoyer les membres du mouvement du 5 juin, à sa majorité est un mépris pour peuple Malien. Les membres du M5 sont animés d'une bonne foi, c'est pourquoi à travers notre mémorandum, nous avons fait une proposition de sortie de crise », a-t-il dit.

L'autorité morale du M5, l'imam Mahmoud Dicko était l'invité de marque de cette conférence de presse. Il a tenu un discours pacifique tout en invitant le président de la république à écouter le cri de cœur et de détresse du peuple pour prendre enfin des décisions justes pour une sortie honorable de cette crise. Aussi, l'imam Dicko a profité de cette tribune pour saluer les maliens qui sont sortis en grand nombre, le 19 juin pour répondre à son appel.

Il a annoncé que le président de la république l'a appelé ce mercredi pour l'informer qu'il fera une adresse à la nation. Le tout dépendra de ce qu'il va dire. En tout cas, il est la clé de voute de cette crise et il est face à l'histoire.

Tous les regards sont rivés sur Koulouba face à un mouvement qui a réaffirmé son unité et sa détermination..

■ Ibrahim Sanogo



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Départ massif des aide-ménagères : Le cauchemar des bamakoises

À Bamako comme dans les autres grandes villes, les «bonnes» sont incontournables dans les foyers. Leur retour au village à l'approche de l'hivernage plonge de nombreuses femmes dans une grande détresse

« Hali n'tè se kabo bilen, k'a sababuké baara yé » (en bambara : je ne peux même plus sortir de chez moi à cause des tâches ménagères). Cette trentenaire, mère de trois enfants, qui préfère garder l'anonymat, se plaint ainsi du départ de son aide-ménagère pour le village, depuis quelques jours. La plupart des «bonnes» à tout faire (appellation dévalorisante collée à elles par les citadins) retournent au village dès le début de l'hivernage. Elles reviennent en ville après les récoltes.

En effet, chaque année, à l'approche de l'hivernage, Bamako se vide ou presque de ses domestiques, parties pour le village pour aider leurs parents dans les travaux champêtres.

Certaines se marient dès leur retour au bercaïl et, probablement, ne reviendront plus en ville. Ce départ programmé n'est pourtant pas sans conséquence, surtout sur le quotidien des citadines. Même celles qui ne travaillent pas dans des administrations (service public comme privé) ou qui n'ont pas d'occupations particulières, en pâtissent.

Car presque chaque épouse, en ville, a son aide-familiale. En témoignent les plaintes de Mme Diallo Ténin Traoré (nom d'emprunt), patronne de la «bonne», Awa Téréta, âgée d'environ 13 ans. Celle-ci venait, ce jeudi 25 juin à Sébénikoro, faire ses adieux à sa patronne. Déseparée, cette dernière appelle sa sœur au téléphone pour lui annoncer le départ de la

servante. Elle supplie sa frangine de faire tout pour lui trouver d'urgence une autre aide-ménagère. «Seule, je ne peux pas faire face à toutes les tâches domestiques. Je n'ai pas de grands enfants qui peuvent m'assister. La famille est grande. A force de travailler des heures sous le soleil ardent, il m'arrive de sentir des douleurs atroces au dos», se lamente l'épouse Diallo.

Et comme pour inciter la petite Awa à prolonger son séjour, elle poursuit : «la fille est tout pour moi, elle est respectueuse. J'aurais préféré qu'elle reste même si je devais revoir son salaire à la hausse». Ces compliments, venant de celle qu'elle considère comme sa maman, semblent affecter l'adolescente qui reste ferme sur sa décision de rentrer au village. Elle a alors profité de ces moments d'adieux pour exprimer sa reconnaissance à «Tanti» (nom générique utilisé par les aide-ménagères pour s'adresser aux patronnes même moins âgées qu'elles).

«Quand je tombe malade, c'est ma patronne qui prend en charge les frais médicaux. Lors des fêtes, c'est pareil : elle m'achète deux à trois habits neufs, en guise de cadeaux. Elle le fait par pure bonté», témoigne la jeune Awa. Elle dit vouloir rester si elle le pouvait, ne serait-ce que par «devoir de reconnaissance».



Mais, ses parents l'appellent sans cesse, tente-t-elle de convaincre. Ils comptent sur elle pour participer aux travaux champêtres. Sa famille mise également sur les soldes de ses deux années de travail à Bamako. Estimé à plus de 200.000 FCFA, cet argent servira à payer de l'engrais pour le champ familial, des pagnes, des tasses, des marmites pour constituer son trousseau de mariage, ajoute-t-elle, avant de prendre congé de sa désormais expatrone.

Les gares routières regorgent en ce moment de saisonnières qui regagnent leurs villages

AGENCES DE PLACEMENT- Pour regagner le village, les filles vont en groupe en fonction des destinations. Samedi 27 juin, pendant que le soleil regagne sa couchette, la gare routière à Djicoroni-para est animée. Les klaxons, les vrombissements des moteurs, produisent un vacarme assourdissant. L'air est presque irrespirable à cause des gaz d'échappement des véhicules.

Une scène fréquente ces derniers temps, attire l'attention. Assises, debout ou couchées sur des colis, des domestiques (hommes et femmes) attendent d'embarquer dans des véhicules. Des sacs «Tounga madja» neuves, des colis de tasses et autres ustensiles de cuisine attachés à l'aide de pagnes, des valises... sont entassés à même le sol. L'ambiance est bon enfant. Les retrouvailles sont joyeuses entre ressortissants de la Région de Ségou. Beaucoup se hâtent pour aller fêter la Tabaski au village.

Parmi les candidates au voyage, Maréma Coulibaly, est âgée de 14 ans. Originnaire du village de Fatina, elle rentre au village après avoir passé trois ans dans la capitale.

Cette désormais «ex-bonne» compte rentrer pour cultiver et assister au mariage de ses trois amies. Comme ces dernières, une trentaine de filles se marient chaque année dès leur retour au village natal, confirme Maréma, précisant qu'elle ne fait pas partie du lot cette année. Si le retour au village des aide-ménagères donne des cheveux blancs à leurs patronnes, il constitue aussi un manque à gagner énorme pour des agences de placement. Founé Koné dirige une agence de ce genre. «Depuis plus de six ans, j'accueille régulièrement des cousines venues du village. En ce moment où

elles sont très sollicitées, elles se font rares», confirme-t-elle. Founé Koné aide ses parentes du village à obtenir du travail pour un salaire mensuel de 15.000 FCFA, sur lequel elle prélève 5.000 FCFA comme frais d'intermédiation. Contrairement à Founé, il y a des organisations qui aident les villageoises à trouver du travail et ne prélèvent aucun centime sur leur salaire. Réputée en la matière, l'ONG Appui à la promotion des aides familiales et à l'enfance (Apafe/Muso Danbe) propose les services des aide-ménagères aux ménages qui expriment le besoin. Pour ce faire, elle collabore avec des intermédiaires qui accueillent généralement les filles, explique son coordinateur technique. «Nous travaillons avec une cinquantaine de grands logeurs, à travers Bamako, dans le cadre de la lutte contre l'exode rural», ajoute Siaka Diarra.

Le but est de les aider à obtenir un emploi sé-

curisé adapté à leur situation, à récupérer des arriérés de salaire pour celles qui n'ont pas été placées par la structure.

En la matière, l'ONG s'appuie sur des textes nationaux et de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui disent que leurs âges doivent être compris entre 15 à 36 ans, voire plus. Les salaires proposés aux employeurs varient de 10.000 à 75.000 FCFA, selon l'expérience de la «bonne». Des observateurs estiment qu'il est possible de mettre fin à ce cauchemar auquel les ménages sont confrontés chaque année. Il suffirait, selon eux, de rendre attractif ce travail. En payant par exemple le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui est d'environ 45.000 FCFA aux domestiques, nul doute que des citadines disputeraient les places aux villageoises.

■ Fadi CISSÉ



Photo AMAP

Société Aminata Konaté "Bara Muso": La certification de la CEDEAO gage de qualité des produits

L'entreprise "Bara Muso" réputée dans la transformation locale des légumes, a aujourd'hui toutes les garanties de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) pour écouler ses produits sur les marchés dans cet espace communautaire. Cette qualité qui a toujours fait son label, a permis à l'entreprise de s'installer sur d'autres continents, à savoir, l'Amérique et l'Europe. Ce qui justifie davantage, la qualité des produits "Bara Muso" mis sur le marché. Aujourd'hui, la marque des produits de la So-

ciété Aminata Konaté (SAK) est visible sur tous les condiments. C'est-à-dire, tous les éléments qui entrent dans la préparation de la sauce. Aussi, cette entreprise, de par ses produits mis sur le marché, contribue de manière significative à alléger la souffrance de nos cuisinières. Ces braves femmes, souvent soumises à toutes les tracasseries pour préparer une sauce, ne prennent désormais que quelques minutes pour faire manger leurs maris.

En dehors de ses multiples fabrications dans le domaine de l'épicerie, la société Aminata

Konaté a créé des centaines d'emplois formels et informels. Chose qui explique à suffisance, le rôle important que joue l'entreprise "Bara Muso" du PDG Boureïma Doumbia, dans la réduction du taux de chômage dans notre pays. Aussi, en termes de contribution au budget national, son apport s'évalue à des centaines de millions par an. Cela, par paiement des taxes et impôts dont l'entreprise s'acquitte convenablement.

Comme ce sont des produits de cuisson qui entrent dans la consommation pour les humains, la SAK s'est donnée pour mission de fabriquer des épices de qualité pour sa clientèle. Lesquels produits sont en train de respecter toutes les conditions sanitaires en vigueur. C'est pourquoi, la direction générale de l'entreprise "Bara Muso" a entrepris toutes les démarches auprès des autorités compétentes, pour obtenir des agréments de la CEDEAO. Lesquels sont également validés par la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

De ces agréments, preuve d'assurance de la qualité des produits "Bara Muso", il y a celui obtenu de la décision n° 0001 du 15 janvier 2020 de la direction nationale des industries du Mali. A celui-ci, s'ajoutent: la décision n° 12 du 14 mars 2012 du ministère de la Promotion des Investissements et du Secteur privé; l'arrêté n° 2652 du 26 septembre 2007 du ministère de la Santé; la décision n° 0013 du 18 septembre 2015 du ministère du Commerce et de l'Industrie, etc. Tous ces agréments, garantissant la qualité des produits "Bara Muso", l'autorisent à les libéraliser en termes d'échanges sur le marché de l'espace CEDEAO.

En définitive, la société Aminata Konaté participe pour le mieux au développement socio-économique du pays. Cette contribution est visible dans tous les secteurs de la vie de notre pays. Donc, s'il y a une entreprise qui mérite d'être soutenue et accompagnée, c'est bien "Bara Muso". Au regard de son inestimable contribution en termes d'augmentation des recettes de l'Etat, la SAK doit bénéficier de l'attention de tout un chacun pour agrandir davantage sa clientèle. Ce qui lui permettra de gonfler son chiffre d'affaires, en vue de contribuer au relèvement des recettes de l'Etat.

■ Diakalia M Dembélé



Covid-19 : Air Sénégal touché

Covid-19 se propage au Sénégal et frappe les entreprises, l'une après l'autre. Cette fois-ci, c'est la compagnie aérienne qui connaît 5 cas positifs. « Air Sénégal SA a enregistré ses premiers cas Covid-19 répartis entre le siège (04) et la Direction Technique (01) », souligne un communiqué parvenu à Seneweb.

D'après la note, les personnes touchées se portent bien et sont correctement prises en charge. « Conformément aux recommandations des autorités sanitaires, les locaux ont été totalement désinfectés et toutes les personnes en contact avec les cas positifs ont été mises en quatorzaine ».



Vatican : Quand le pape François dénonce « l'enfer » des migrants en Libye

A l'occasion du 7e anniversaire de sa visite à l'île italienne de Lampedusa, le Pape François a profité dans une homélie prononcée ce mercredi pour dénoncer « l'enfer » des camps de détention pour migrants en Libye.

« La guerre oui est mauvaise, nous le savons, mais vous n'imaginez pas l'enfer qui se vit là-bas, dans ces camps de détention », a-t-il déclaré depuis le Vatican, rapporte lefigaro.fr.





Délit économique en Guinée Conakry : Les services spéciaux de la douane saisissent une importante quantité de steakiers au PAC

La Douane nationale a procédé à la remise officielle d'une importante saisie de fraude portant sur des steakiers de visa d'entrée et de sortie aux Services spéciaux, ce mardi 7 juillet 2020, à Conakry. Cette saisie a eu lieu le vendredi 26 juin dernier, au cours d'une opération de contrôle préalable et de traitement des dossiers de dédouanement au Port autonome de Conakry. Elle porte sur deux cartons contenant des steakiers de visa. Selon le chef du Bureau de dédouanement des véhicules, le commandant Ousmane Oularé, le directeur général des Douanes, Toumany Sangaré a été informé de la saisie, lequel a aussitôt instruit de ramener les deux cartons à la direction. « Colis déballé, on a trouvé 73

paquets de 100 unités de steakiers de visa, soit un total de 7 300 unités », a indiqué le commandant Oularé, tout en dénonçant le mode d'importation du colis incriminé, puisque celui-ci a été retrouvé sur un camion entremêlé à d'autres colis.

A la suite de l'officier douanier, le commissaire principal de police chargé de la Communication du Secrétariat général à la Présidence en charge des services spéciaux, de la lutte contre la drogue et l'ORDEF a déclaré que lorsque ces éléments ont été mis à la disposition de son département, une enquête a été automatiquement ouverte.

« Ce qui nous a conduit à l'interpellation d'un certain Mahmoud Kaba à qui le camion était

destiné. Ce qui est important de savoir, l'expéditeur se trouve en Allemagne. Nous sommes entrés en contact téléphonique avec lui pour lui demander de se présenter à défaut d'émettre un mandat d'arrêt international contre lui. Parce qu'il y a cumul d'infractions. D'abord, le mode de transport. C'est une marchandise qui a été dissimulée dans plusieurs autres, alors qu'en réalité, les démarches sont faites de façon officielle par l'Etat guinéen.

Et ces visas sont la propriété du ministère de la Sécurité. C'est pourquoi, il est très important de travailler en étroite collaboration avec le ministère de la Sécurité pour le traitement de ce dossier. Ensemble, nous allons voir où se trouve la responsabilité de chacun et de tous. Parce qu'il faut savoir que pour importer une telle marchandise, il est certain qu'il y a des complices », a estimé le commissaire principal Mohamed Mazo Mansaré.

L'expéditeur est d'origine guinéenne établi en Europe. Mais pour des raisons d'enquête, les Services spéciaux taisent son nom. Toutefois, le colis était destiné à Mahmoud Kaba, commerçant. Mais il nie en bloc l'accusation selon laquelle ces steakiers ont été retrouvés dans le camion qui lui était destiné. Et, émet de souhait que les enquêtes soient minutieusement menées afin d'arrêter les vrais coupables.

Côte d'Ivoire: mort du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly

Le Premier ministre ivoirien est décédé ce mercredi après-midi à Abidjan. Il a fait un malaise lors d'une réunion du conseil des ministres. Il est mort après avoir été évacué à la polyclinique Pisam. Il avait été désigné pour être le candidat du parti au pouvoir RHDP à l'élection présidentielle du 31 octobre prochain.

Il est environ 18h quand la nouvelle est officialisée. La télévision nationale interrompt ses programmes. Le secrétaire général de la présidence Patrick Achi, ému, lit un communiqué d'Alassane Ouattara qui rend hommage à celui qu'il appelle son « jeune frère », son « fils » :

La Côte d'Ivoire est en deuil. J'ai la profonde douleur de vous annoncer que le Premier ministre nous a quittés...

Amadou Gon Coulibaly a fait un malaise à l'issue du conseil des ministres mercredi 8 juillet après-midi à la présidence. Il est mort à la polyclinique internationale Sainte Anne-Marie (Pisam), à Cocody, peu après son évacuation. Amadou Gon Coulibaly était âgé de 61 ans et souffrait de problèmes cardiaques. Il s'était rendu début mai à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, pour un suivi médical suite à une greffe du cœur subie il y a huit ans. Amadou Gon Coulibaly était resté deux mois en France. On lui avait notamment posé un stent. Il avait été hospitalisé à deux reprises et avait observé beaucoup de repos.

Il était revenu vendredi dernier à Abidjan. Accueilli en grande pompe par le président Ouattara lui-même, la Première dame – qui lui avait rendu visite deux fois à Paris –, et une cohorte d'officiels et de ministres, il était ap-



paru fatigué, marchant lentement. Lors d'une déclaration aux personnes venues l'accueillir dans le pavillon présidentiel de l'aéroport, il avait expliqué qu'il se sentait « en forme » et qu'il entendait reprendre le travail immédiatement, ce qu'il a fait.

Quelques semaines plus tôt, mi-mars, le Premier ministre, qui occupait cette fonction depuis 2017, avait été désigné candidat du parti au pouvoir, le RHDP, pour la présidentielle prévue en octobre de cette année.

Lors de sa désignation comme candidat du RHDP, en mars, le président Alassane Ouattara avait déclaré : « Amadou est plus qu'un collaborateur, plus qu'un frère, c'est un fils. » Toutes les personnalités politiques ivoiriennes, d'Henri Konan Bédié à Guillaume Soro, ont salué mercredi sa mémoire et exprimé leurs condoléances.

Un habitué du sérail politique

Amadou Gon Coulibaly était un habitué du sérail politique. Il baignait dans ce milieu depuis tout petit : il est issu d'une famille influente de Korhogo (nord). Son père était député PDCI-RDA, du temps de Félix Houphouët-Boigny. Ingénieur des Travaux publics de formation, Amadou Gon Coulibaly gravit progressivement les échelons : il est élu député à l'Assemblée

nationale de 1995 à 1999, puis maire de la ville de Korhogo en 2001.

À côté de ses fonctions politiques, il assume à plusieurs reprises de hautes responsabilités au sein de l'administration publique ivoirienne. « AGC », comme on le surnommait, est nommé conseiller technique d'Alassane Ouattara, lorsque ce dernier assume le poste de Premier ministre entre 1990 et 1993. Depuis, les deux hommes ne se quittent plus, et se vouent une confiance sans faille.

Amadou Gon Coulibaly sera ensuite à la tête de la Direction du contrôle des grands travaux. Fidèle à Alassane Ouattara, il quitte le PDCI et fait partie, au milieu des années 1990, des fondateurs du RDR (Rassemblement des républicains), dans lequel il occupe ensuite plusieurs fonctions au sein du comité central.

Nommé Premier ministre et chef de gouvernement en janvier 2017, Amadou Gon Coulibaly met notamment en œuvre les projets de rénovation des infrastructures à Abidjan, ainsi qu'un vaste programme social pour améliorer l'accès à l'éducation et à la santé.

Dans l'entourage du président, on loue volontiers sa « rigueur », son sens de l'« organisation » et sa « force de travail ». Des qualités qui avaient permis à ce technocrate d'être désigné de manière consensuelle, candidat du RHDP pour la présidentielle d'octobre 2020.

Transfert : Yakaré Niakaté s'engage avec L'US Orléans



La Franco-Malienne a quitté Saint-Malo et évoluera désormais avec les Jaunes d'Orléans qui sont également pensionnaires de D2 française. La joueuse a signé un contrat d'un an.

Yakaré Niakaté portera désormais les couleurs de l'Union sportive Orléans-Loiret (US Orléans). La Malienne a rejoint les Jaunes la semaine dernière, en provenance de l'US Saint Malo. Yakaré Niakaté a paraphé un contrat d'un an avec l'US Orléans, un club qui évolue en deuxième division française. Le club a officialisé l'arrivée de la Malienne dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

«L'US Orléans a le plaisir d'annoncer que l'internationale malienne Yakaré Niakaté évoluant au poste de milieu défensif s'est engagée pour la saison 2020-2021 avec l'US Orléans. Bienvenue Yakaré Niakaté», peut-on lire sur la page Facebook du club. Aussitôt après la signature de son contrat, la joueuse a été présentée à ses nouvelles coéquipières et aux

quelques supporters du club présents dans les gradins du stade. «Nouvelle saison, nouveau club et nouvelles couleurs.

Hâte de reprendre, je ferai tout pour ne pas décevoir les dirigeants du club et les supporters. Le rêve de toutes les joueuses, c'est de pouvoir jouer au haut niveau, c'est vrai je n'ai pas la chance de jouer en première division comme ma sœur et amie Aïssata Traoré qui évolue à l'En-Avant Guingamp. Mais, je ne désespère pas, quelque chose me dit que mon heure n'est plus loin», a confié Yakaré Niakaté, après avoir paraphé son contrat.

L'internationale malienne ajoutera : «Une page se tourne avec l'US Saint Malo, je remercie l'ensemble du club pour cette belle et courte saison qui fut inédite. C'est avec passion et plaisir que j'ai porté les couleurs du club. Un grand merci aux supporters de l'US Saint Malo pour tout leur soutien et leur encouragement». Le nouvel entraîneur de l'US Orléans Claude Robin se réjouit déjà de l'arrivée de Yakaré Nia-

katé et se dit convaincu que l'internationale malienne apportera un plus à son effectif. «Tout entraîneur rêve d'avoir une joueuse comme Yakaré dans son groupe, quand je la vois jouer je suis émerveillé par son talent à son âge. Ce qui me plaît également chez elle, c'est son calme et son sérieux dans le travail. «Le championnat va reprendre le 2 septembre prochain, je dis dès maintenant à Yakaré et au reste du groupe de serrer la ceinture et de jouer en équipe afin que l'US Orléans puisse retrouver la première division l'année prochaine», a ajouté le technicien.

Actualité oblige, Yakaré Niakaté est revenue sur l'annulation de la CAN-féminine par la CAF. «Que l'on soit expatriée ou pas, toutes les joueuses rêvent de porter le maillot de leur sélection nationale. On attendait la CAN-féminine avec impatience et nous avons toutes été surprises de son annulation. C'est une grosse déception. Personnellement, j'attendais beaucoup de cette compétition, après la campagne de la dernière CAN, au Ghana. Maintenant qu'on n'a plus le choix, on va attendre», a déclaré Yakaré Niakaté qui se réjouit, tout de même de la décision de la CAF de lancer la ligue féminine l'année prochaine.

Yakaré Niakaté est née le 12 janvier 1997 en France. Elle a été formée à l'ASJ Soyaux et fera ses premiers pas avec cette équipe, notamment les U19. En février 2017, elle intègre le Stade brestois 29 (deuxième division) où elle passera trois ans, avant de rejoindre Saint-Malo. C'est dire que la Franco-Malienne n'a passé qu'une petite année à Saint-Malo, puisqu'elle vient de signer à l'US Orléans. Pour mémoire, Yakaré Niakaté a été appelée pour la première fois en équipe nationale en novembre 2018 lors de la Coupe d'Afrique des nations au Ghana. Elle joue trois matches dans le tournoi et parvient avec la sélection malienne à atteindre les demi-finales, une première pour notre pays.

Pour rappel, le nouveau club de la Franco-Malienne a été fondé en 1968. En 1974, l'équipe participera pour la première fois au championnat national féminin, avec à la clé une place en finale. Depuis 2010, l'US Orléans dispose d'un centre de formation, mais il a fallu attendre la saison 2018-2019 pour voir les Jaunes monter en deuxième division.

■ Djènèba BAGAYOKO



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



Lion (22 juillet - 23 août)

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettrez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



Poisson (19 février - 21 mars)

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagerez au milieu d'incertitudes et vous pourrez d'ailleurs perdre pied.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official